

Le Xinjiang, les Ouïghours, Maxime Vivas et les Fake News

Maxime Vivas est l'auteur d'un ouvrage devenu apparemment incontournable pour qui s'intéresse à l'action de la Chine au Xinjiang vis-à-vis de la communauté ouïghoure : « Ouïghours, pour en finir avec les fake news ». Sorti en décembre 2020, l'ouvrage est devenu en peu de temps une référence centrale des débats, souvent houleux, entre partisans et détracteurs de la Chine. Entre hagiographie d'un côté et attaques ad hominem, voire ad personam, de l'autre, aucun des deux camps ne semble avoir réellement pris le temps de lire et discuter l'ouvrage de Maxime Vivas. Il n'est pas trop tard pour passer à l'analyse ad rem.

Note préliminaire : L'objet de la présente analyse porte sur l'information trouvée dans l'ouvrage de Maxime Vivas « Ouïghours, pour en finir avec les fake news », la façon dont elle est « traitée » par son auteur, et vise à jauger la pertinence de la thèse défendue par l'auteur, au regard précisément d'une mécanique argumentaire, des exemples mobilisés et des sources utilisées. De la même façon, considérant que l'œuvre est à séparer de son auteur, dont le parcours n'éclaire que les motivations, mais ne renseigne en rien sur la validité de ses propos, cette analyse fera abstraction de toutes références à la biographie ou au parcours de l'auteur sans rapport avec ses voyages en Chine, qui servent a priori de fil conducteur à l'argumentation développée dans son livre.

Introduction

Régulièrement attaqué sur ses positions prochinoises, ou considérées comme telles, Maxime Vivas est considéré de fait comme étant à l'avant-garde francophone des défenseurs de la Chine sur la question du Xinjiang. L'auteur revendique cette position au nom, principalement, de l'instrumentalisation de la question ouïghoure par les États-Unis, comme levier d'influence contre la Chine. Selon Maxime Vivas, tout élément allant dans le sens d'une persécution ou de simples atteintes aux libertés serait pure désinformation de l'administration américaine, sachant en outre que la situation sécuritaire au Xinjiang (attaques terroristes) justifierait certaines restrictions des libertés publiques. Le tout ne serait donc que méprise, sur fond de manipulation de l'information : la Chine appliquerait certes une politique sécuritaire stricte, mais qui, vue de l'Occident moralisateur à travers le prisme américain, prendrait l'allure d'une répression ou d'un génocide.

Les chiffres de vente de l'ouvrage de Maxime Vivas (quelques centaines d'exemplaires¹) laisseraient supposer une diffusion restreinte, au sein des réseaux de Maxime Vivas principalement. Pourtant la notoriété de l'ouvrage lui a permis de faire parler de lui jusqu'en Chine², pays, il est vrai, concerné au premier chef par son contenu. L'ouvrage a ainsi été cité le 07 mars 2021 par le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, lors d'une conférence de presse en pleine Assemblée nationale populaire³. L'ouvrage a dès lors perdu sa dimension relativement confidentielle pour devenir une pièce maîtresse des thèses chinoises sur la situation réelle des Ouïghours au Xinjiang. En janvier 2022 sortait d'ailleurs le premier commentaire de l'ouvrage en anglais⁴, sachant que l'ouvrage n'est pour l'instant disponible qu'en Français.

Depuis son « appropriation » par le PCC, l'ouvrage tient lieu « d'argument-massue » opposable à tous ceux qui s'aventurent sur le « terrain Ouïghours » : la vérité y serait, car l'auteur est allé sur place, lui. Toutes les accusations portées à l'encontre de la Chine par ceux qui n'ont pas lu l'ouvrage ou ne sont pas rendus sur place seraient dès lors des « fake news ».

Or, dans l'immense majorité des cas, ceux qui mentionnent l'ouvrage ne font pas usage des arguments qu'il contient, mais se contentent de renvoyer leurs détracteurs à sa lecture, usage classique de

¹ https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/ouighours-une-comedie-musicale-de-propagande-pour-promouvoir-la-diversite-culturelle-du-xinjiang-20210407_RNHATVVXOZC4NO6J5SDYCKTCEI/

² <https://www.globaltimes.cn/page/202102/1214858.shtml>

³ <https://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/t1859189.shtml>

⁴ <https://mltoday.com/book-review-uyghurs-to-put-an-end-to-fake-news/>

l'argument dit d'autorité. Encore faut-il que l'ouvrage considéré fasse bien autorité sur la question. Dans la guerre informationnelle qui se joue actuellement entre la Chine et l'Occident au sujet des Ouïghours, il est impératif de déterminer ce qui relève de l'investigation journalistique et ce qui ressort de la désinformation ou de la simple posture idéologique, raison pour laquelle l'ouvrage de Maxime Vivas mérite d'être étudié de près, afin de savoir dans quelle catégorie situer tout ou parties de l'ouvrage.

En effet, s'il ne fait guère de doute que les États-Unis ont saisi l'opportunité de gêner la Chine aux alentours que la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Xinjiang, la portée du livre de Maxime Vivas va plus loin : sans que cela soit dit explicitement, et sans que l'auteur en soit peut-être lui-même conscient, son ouvrage est désormais utilisé pour décrédibiliser toutes informations problématiques sur la situation des Ouïghours au Xinjiang : dans une logique « trumpienne » du traitement de l'information, toute actualité relayée par les médias mainstream occidentaux sur le Xinjiang relève donc désormais de la « fake news ». À l'appui de cette posture, le livre de Maxime Vivas prouverait, selon ses défenseurs, l'existence d'une « fabrique du faux » prenant racine aux États-Unis. Ses détracteurs, de l'IFRI à la FRS, en passant par Conspiracy Watch et l'IRSEM, dénoncent à l'inverse un auteur instrumentalisé par la Chine, à l'origine d'un ouvrage devenu élément de propagande idéologique. Son principe serait celui du doute systématique utilisé comme arme de déstabilisation et de désinformation.

Comme le souligne un auteur sur le site Le Grand Soir⁵ (site d'information administré en partie par Maxime Vivas et classé par la communauté Wikipédia comme « militant » et « peu fiable »⁶) : « *les attaques ad hominem masquent l'inexistence de la critique du contenu des livres* ». Selon l'auteur de ce texte, partant du fait que personne n'ose ou ne peut attaquer son livre sur le fond, les détracteurs de la Chine s'en prendraient donc à la personne de Maxime Vivas. Selon une idée dont la logique peut sembler discutable, ces attaques personnelles seraient même la preuve que l'ouvrage dit vrai.

La présente analyse va donc s'attacher à décortiquer l'ouvrage de Maxime Vivas sur les Ouïghours pour comprendre si les thèses qui y sont développées sont bien recevables, au regard des arguments utilisés à cette fin. Il s'agit en quelque sorte de prendre Maxime Vivas au mot d'une expression qu'il semble affectionner : « *pour monter au mâât, il vaut mieux avoir le derrière propre* ».

Remarques préliminaires

Notons d'emblée que la démarche de Maxime Vivas est risquée d'un point de vue méthodologique : pour valider sa « thèse », il ne lui faut pas seulement démontrer que des médias ont relayé des informations non vérifiées et démenties par la suite, mais que toutes les informations relayées au sujet du Xinjiang, allant dans le sens d'une répression des populations autochtones, sont fausses. En effet, il suffit qu'une seule soit vraie pour que l'ensemble de l'analyse soit contestable : Maxime Vivas ne s'attaque pas à un seul témoignage litigieux, comme dans l'affaire des couveuses du Koweït ou l'intervention de Colin Powell à l'ONU, il s'attaque à plusieurs années de récits sur le sort des Ouïghours, ayant donné lieu à la médiatisation de centaines d'événements différents, commentés dans des dizaines de pays. Même le site d'information Russia Today⁷, que l'on ne peut guère suspecter de penchants atlantistes, se montre très prudent sur la question ouïghoure : tout en mettant en cause l'objectivité de certains « témoins », le site ne prend pas non plus pour argent comptant la version chinoise de l'histoire, soulignant la difficulté à obtenir des informations sur place.

C'est bien là, a priori, l'intérêt de l'ouvrage Maxime Vivas, et sa « promesse client », dirait-on en marketing : lui s'est rendu sur place et entend donc apporter un témoignage circonstancié,

⁵ <https://www.legrandsoir.info/appel-pour-le-droit-de-parler-autrement-de-la-chine.html>

⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:Observatoire_des_sources#L

⁷ <https://francais.rt.com/international/77630-persecution-ouighours-ou-lutte-pour-deradicalisation-que-se-passe-t-il-au-xinjiang>

récolté *in situ*. Notons toutefois que ses séjours sur place ont été en partie organisés par les autorités chinoises, dont le Corps d'armée de Production et de Construction du Xinjiang⁸. Maxime Vivas ne nie pas d'ailleurs, dans son interview à Libération⁹, avoir peut-être été manipulé. Jugeons sur pièce.

Le livre

Le « contenant »

Il ne faut pas juger un livre à sa couverture, mais elle contient néanmoins déjà des informations utiles. À l'appui de sa démonstration sur une gigantesque manipulation au sujet du Xinjiang, Maxime Vivas cite en quatrième de couverture des exemples célèbres de manipulations de l'information, des armes de destruction massive en Irak au charnier de Timisoara en passant par l'invasion de la Pitié Salpêtrière par des gilets jaunes en mai 2019. Le ton est donné sur la base d'un argument simple : puisque les États-Unis et la presse occidentale ont déjà relayé par le passé de fausses informations, pourquoi ne serait-ce pas encore le cas cette fois-ci ?

On notera déjà qu'il s'agit ici de provoquer l'amalgame et de généraliser des cas très particuliers d'époques et de contextes très différents, le tout mélangé de méthode hypercritique : celui qui a menti ou fait une approximation une fois est désormais supposé mentir tout le temps. Nul besoin d'analyser les arguments de l'adversaire si d'office vous l'étiquetez « menteur universel ». C'est pourtant précisément ce type de labellisation générale et arbitraire que dénonce le site LeGrandsoir à propos d'outil comme le Décodex du Monde¹⁰...

C'est aussi oublié un peu vite que la plupart des affaires citées par Maxime Vivas (pour les plus récentes en tout cas) ont été rapidement « débunkées », quelques heures ou quelques mois au plus tard après l'événement, et, dans la plupart des cas, par la presse elle-même, une fois les vérifications faites. Il y a désormais un consensus médiatique et historique sur ces faits et sur les manipulations dénoncées. Rien de tel pour l'instant concernant le Xinjiang, des années après la parution des premiers éléments à charge. Quelques-unes des dernières actualités¹¹ en date tendraient d'ailleurs plutôt à donner tort à Maxime Vivas.

Mais pour Maxime Vivas, l'explication de cette mystification sur le Xinjiang est en réalité très simple : personne ou presque ne s'est rendu au Xinjiang pour constater de visu, la réalité. Lui a fait cet effort, et cela lui a suffi pour comprendre l'ensemble des mensonges racontés à ce sujet. Tout irait donc bien au Xinjiang. Et c'est précisément ce qu'entend démontrer son livre, en oubliant toutefois que la validité de sa qualité de « témoin s'étant rendu sur place » s'arrête de fait en 2018, date de son dernier voyage.

Concernant la maison d'édition (« La Route de la Soie – Editions »), le profil de l'éditrice de Maxime Vivas, Sonia Bressler, a été commenté de manière séparée dans un rapport récent de l'IRSEM¹² : « *Elle contribue donc à la diffusion, en France, de narrations positives sur la Chine et de contre-narrations destinées à démonétiser les dénonciations du caractère répressif du régime chinois. C'est cet engagement qui la conduit à publier, au mois de décembre 2020, un ouvrage de Maxime Vivas,*

⁸ <http://french.peopledaily.com.cn/VieSociale/n3/2021/0305/c31360-9825348.html>

⁹ https://www.liberation.fr/checknews/qui-est-maxime-vivas-ce-francais-qui-denonce-des-fake-news-sur-les-ouighours-et-fait-le-bonheur-de-pek-in-20210330_D6JN4PSLPNEQXJ5FZEXZZXQZR4/

¹⁰ <https://www.legrandsoir.info/decodex-le-vieux-monde-se-meurt.html>

¹¹ <https://edition.cnn.com/2021/02/18/asia/china-xinjiang-teacher-abuse-allegations-intl-hnk-dst/index.html> ou <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html> ou <https://www.theguardian.com/world/2021/nov/29/leaked-papers-link-xinjiang-crackdown-with-china-leadership>

¹² P. Charon et J.-B. Jeangène Vilmer, Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien, Rapport de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), Paris, septembre 2021. <https://drive.google.com/file/d/1yOupiNZylzQlxW-WPq8Z0oC-LCFxRTiY/view>

Ouighours. Pour en finir avec les fake news. » Sonia Bressler a réagi au rapport de l'IRSEM dans une lettre publiée sur son site¹³, réponse qui toutefois s'abstient de répondre sur le fond et se contente de regretter la forme du rapport de l'IRSEM. Toujours selon ce le rapport de l'IRSEM, le livre de Maxime Vivas aurait été refusé par près d'une dizaine de maisons d'édition avant d'être publié par La Route de la Soie.

Le contenu du livre

L'avant-propos

Dans son avant-propos intitulé « Comprendre ma démarche » (page 5) Maxime Vivas précise d'emblée son intention : dénoncer une « fable » sur fond de « désinformation », relayée par des « affabulateurs ». Suit une liste de sujets qui seront développés ultérieurement dans le livre. Mais le ton est donné ; l'angle également : Maxime Vivas considère les informations disponibles jusque-là sur le Xinjiang comme des Fake News et s'est rendu sur place pour le prouver. Maxime Vivas ne se donne par contre pas la peine de définir ce qu'est pour lui une « Fake News ».

Maxime Vivas semble donc se rendre initialement au Xinjiang pour trouver les informations qui conforteront sa thèse de départ. Le procédé est risqué, notamment par rapport à certains articles la Charte de Munich que l'auteur rappelle pourtant *in extenso* juste après (page 7) : « *Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité* » (devoir n° 1), et « *Publier seulement les informations dont l'origine est connue ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et les documents* » (devoir n° 3).

Le rappel de cette charte de Munich pourrait être jugé superflu, sachant que les détracteurs passés et présents de la Chine sur la situation au Xinjiang ne sont pas uniquement des journalistes, loin de là : membres d'ONG ou d'institutions internationales, chercheurs, exilés ouïghours, témoins sur place ou militants étrangers ne sont pas concernés par cette charte.

Maxime Vivas n'a pas non plus le statut de journaliste professionnel (au sens des articles L7111-3 à L7111-5 du Code du travail), il n'est pas titulaire de la carte de presse et n'a jamais mentionné avoir suivi une quelconque formation de journaliste (même si aucun diplôme n'est exigé en France pour exercer le métier de journaliste). Maxime Vivas est écrivain et administrateur du site d'« information alternative » Le Grand Soir (legrandsoir.info) : ce dernier ne tirant pas officiellement de revenus de son activité (ventes de contenus ou abonnements), il n'est pas possible en théorie de considérer Maxime Vivas légalement (et fiscalement) comme un journaliste, sauf à considérer qu'un blogueur est aussi un journaliste. Maxime Vivas est un auteur prolifique, mais ce n'est pas un journaliste. Compte tenu de l'opinion qu'il semble avoir des médias et de la presse en général, il est peu probable qu'une telle étiquette l'intéresse.

¹³ <https://www.laroutedelasoie-editions.com/2021/09/20/ma-r%C3%A9ponse-%C3%A0-l-irsem/>

L'introduction

Maxime Vivas commence en introduction par un florilège d'informations trouvées sur les réseaux sociaux (pages 13 et 14). L'intérêt de cette démarche est très discutable si l'on recherche des informations de qualité. En revanche, si on recherche des fake news, on ne mettra pas longtemps à en trouver, de toute évidence...

Au sein de cette introduction, l'auteur avance l'argument de la logique pour expliquer en quoi une répression des populations ouïghoures serait contre-productive : Maxime Vivas interroge ainsi l'intérêt de la Chine de s'aliéner une population de près de 13 millions d'habitants. Dans les pages suivantes, Maxime Vivas fournit pourtant une explication tout à fait crédible pour justifier d'une mise au pas des populations autochtones : la lutte anti-terroriste et anti-séparatisme dans une région d'intérêt stratégique majeur (ressources naturelles et point nodal des « Nouvelles routes de la Soie »). Du coup, on comprend mal l'argument logique, considérant que Maxime Vivas fournit de lui-même les arguments qui ébranlent cette soi-disant logique.

L'auteur termine page 17 par une autojustification de son statut de « défenseur de la Chine » : indépendamment de son passé de militant de gauche, son but est avant tout celui de la recherche de la « vérité ». Si tel est bien son but, le lecteur pourrait juger que cela commence mal, puisque la seule source citée dans cette courte introduction est une source chinoise de 2020, elle-même citant des chiffres de 2018 sur l'accroissement naturel de la population Ouïghours depuis 2010. Ces chiffres sont a priori exacts, mais semblent d'ores et déjà orienter le lecteur vers une certaine vision de la réalité : considérant que la population ouïghoure continue d'augmenter, comment peut-il être question d'un « génocide » ? Notons toutefois que Maxime Vivas se garde bien de parler de la situation en 2019, alors qu'il disposait des données au moment de la sortie de son livre. Maxime Vivas reviendra sur ce sujet très sensible pages 70 à 72, en traitant du cas d'Adrian Zenz. Nous en reparlons à ce moment.

Chapitre 1 : Le Xinjiang

De la page 21 à 25, Maxime Vivas fournit des explications historiques et géographiques sur le Xinjiang. À noter simplement l'insistance de Maxime Vivas page 24 sur l'intérêt géostratégique de cette région ouvrant sur l'Asie centrale, et riche de ressources naturelles. Suit, page 26 à 29, une description de la Belt and Road Initiative et du Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), deux projets économiques majeurs destinés à favoriser les échanges économiques à l'échelle régionale et continentale. Le RCEP est d'ailleurs entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Les deux projets sont présentés par Maxime Vivas comme susceptibles de bouleverser les équilibres commerciaux mondiaux, et donc expliqueraient pourquoi les États-Unis ont tout intérêt à déstabiliser la Chine sur la question des Ouïghours. Il s'agirait en quelque sorte du « mobile économique » au crime de désinformation commis par les États-Unis. Cela reste effectivement une possibilité, ces deux projets étant de nature à renforcer le leadership régional de la Chine. Il y a néanmoins plusieurs limites à ce raisonnement. Tout d'abord les États-Unis n'ont pas attendu ces deux projets pour considérer la Chine comme leur rival du 21^e siècle. De telles considérations se retrouvent dès les années 90 dans les publications consacrées aux évolutions des relations internationales¹⁴. Ensuite, si le RCEP couvre la plus vaste superficie de l'histoire des accords commerciaux, il est cependant « *excessif d'en conclure que l'accord va bouleverser les réalités du commerce mondial* », selon Sébastien Jean¹⁵, directeur du CEPPII.

¹⁴ Par exemple <https://nuke.fas.org/guide/china/doctrine/0046.htm>

¹⁵ <https://theconversation.com/conversation-avec-sebastien-jean-lunion-europeenne-est-elle-na-ve-dans-sa-politique-commerciale-75971>

De la page 30 à la page 32, Maxime Vivas expose la situation économique actuelle de la Chine et la réussite du modèle chinois de développement, réussite incontestable sur le plan de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

Les controverses sur le Xinjiang y sont vues par Maxime Vivas comme un moyen d'amoinrir le succès de la Chine sur le plan économique, en exposant en quelque sorte la face sombre du « réveil de la Chine », pour paraphraser le titre d'un essai d'Alain Peyrefitte. C'est oublier un peu vite que le Xinjiang n'est qu'un des aspects des reproches qui peuvent être faits à la Chine : de l'usage de sociétés militaires privées en Afrique¹⁶, à l'endettement de pays partenaires¹⁷ sur les « Nouvelles routes de la Soie », en passant par les dégâts environnementaux¹⁸ inhérents à la croissance économique fulgurante d'un pays de 1,4 milliard d'habitants, ou à la surveillance de masse de ses concitoyens¹⁹... Il y a beaucoup à redire sur la Chine, et ni le principe souveraineté ni les différences culturelles ne peuvent éviter à la Chine de s'expliquer sur ces sujets. La Chine n'est évidemment pas le seul pays exposé à ce type de controverses, mais la situation des Ouïghours au Xinjiang est loin d'être le seul dossier à charge contre la Chine.

Pages 33 à 37, Maxime Vivas énumère les attentats qui ont ensanglanté la Chine durant les deux dernières décennies et ils sont nombreux. La réalité d'actions terroristes au Xinjiang ayant pour origine des réseaux islamistes avec des liens en Syrie, au Pakistan ou en Afghanistan n'a jamais été mise en doute. L'identité exacte et les différentes affiliations de ces diverses cellules terroristes sont cependant des sujets de débats d'experts. Pour Maxime Vivas, cette menace terroriste et l'historique des attentats justifient pleinement la politique agressive de la Chine vis-à-vis de toute tentation séparatiste, compte tenu, en particulier de la sensibilité de la région sur le plan géostratégique (frontalière de huit pays). Page 37, Maxime Vivas prend cependant le risque d'un amalgame particulièrement douteux entre terroristes, syriens, ouïghours et tchéchènes. Maxime Vivas pense-t-il sincèrement que tous les réfugiés ou exilés syriens, ouïghours et tchéchènes sont des terroristes en puissance ? On peut en douter, mais la formulation hasardeuse de cette partie ne permet pas de lever l'ambiguïté.

Le point de vue de Maxime Vivas se défend, d'autant que les résultats de la Chine en matière de lutte antiterroriste parlent d'eux-mêmes : aucun attentat d'ampleur depuis l'attentat d'Ürümqi en 2014. Maxime Vivas est apparemment un adepte, ou a minima un soutien, de la manière forte en Chine. Il est donc assez curieux de voir Maxime Vivas, militant de gauche, épouser ce qui ressemble à s'y méprendre à la rhétorique de l'extrême-droite française au sujet du terrorisme islamique, prêt à toutes les outrances au détriment de l'État de droit. Sur le site administré par Maxime Vivas, on observera d'ailleurs avec intérêt une multitude de points de vue nettement plus nuancés sur la réponse à apporter au terrorisme²⁰, quel qu'il soit. Ce sujet du terrorisme est traité très différemment selon qu'il s'agit du conflit israélo-palestinien, de la Syrie de Bachar El-Assad, de l'Afghanistan ou du Xinjiang. La pluralité des points de vue fait certes la richesse éditoriale du site, mais on ne trouve pas grand monde pour défendre les Ouïghours des éventuelles dérives chinoises sur Legrandsoir. La Chine traite-t-elle mieux les Ouïghours qu'Israël les Palestiniens ? La question mérite d'être posée.

De manière insidieuse, nombre d'articles²¹ sur Legrandsoir semblent, de fait, voir la main de « L'Occident » (autrement dit les États-Unis) derrière chaque mouvement terroriste, y compris

¹⁶ <https://africacenter.org/spotlight/chinese-security-firms-spread-african-belt-road/>

¹⁷ https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/01/17/avec-les-nouvelles-routes-de-la-soie-les-pays-pauvres-pris-dans-le-piege-de-la-dette_6066576_3234.html

¹⁸ <https://www.cfr.org/background/china-climate-change-policies-environmental-degradation>

¹⁹ <https://www.brookings.edu/techstream/how-china-harnesses-data-fusion-to-make-sense-of-surveillance-data/>

²⁰ Par exemple : <https://www.legrandsoir.info/la-reponse-de-l-iran-a-l-attaque-de-daech-et-alors.html>

²¹ Par exemple : <https://www.legrandsoir.info/l-information-se-confirme-l-occident-finance-et-soutient-le-terrorisme.html> ou <https://www.legrandsoir.info/l-attentat-de-manchester-est-le-resultat-des-interventions-desastreuses-de-l-occident-alternet.html>

au Xinjiang : Maxime Vivas sous-entend fortement quelque chose du genre (page 35) lorsqu'il explique que les terroristes ouïghours qui se sont rendus en Syrie sont passés par le Turquie, pays membre de l'OTAN et donc inféodé aux États-Unis selon Maxime Vivas. C'est bien mal connaître la Turquie d'Erdogan, sa politique vis-à-vis de la Syrie de Bachar El Assad et sa relation complexe avec les États-Unis.

Il ne fait pas de doute néanmoins que les pays occidentaux ont une part de responsabilité dans l'émergence et le développement de plusieurs mouvements terroristes de par le monde, directement ou indirectement. Mais la « créature » a depuis longtemps échappé aux créateurs, sans compter les mouvements terroristes « spontanés ». Pour prendre un exemple plus proche de nous, Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est ainsi né du Groupement salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), lui-même issue des Groupes islamiques armés (GIA), ces derniers étant une branche militarisée du Front Islamique du Salut (FIS) algérien, mouvement né dans les universités algériennes à la fin des années 1980. Le FIS aurait été, entre autres, financé par l'Iran dans les années 1990. L'Iran, mais aussi la Lybie de Kadhafi ou le Pakistan ont financé nombre de mouvements terroristes ou « révolutionnaires » ; difficile d'y voir exclusivement une responsabilité occidentale dans ces cas de figure.

La réponse chinoise à cette question brûlante du terrorisme islamique doit du coup être interrogée. L'hypothèse de l'émergence sur place d'un califat islamique, à l'image de ce qui s'est passé dans le *no man's land* entre Irak et Syrie ne tient pas la route, en dépit de la réalité des attentats islamiques dans la région du Xinjiang. L'État Islamique, ou Daesh, s'est construit et développé dans un vide sécuritaire et militaire consécutif à la désintégration des forces de sécurité irakiennes d'un côté de la frontière et à l'émergence d'une rébellion syrienne de l'autre. Justifier ou excuser la répression des Ouïghours (la Chine ne conteste plus l'existence des camps et revendique une politique de « sinisation », selon ses propres termes) au nom de ce risque est une posture difficilement tenable, sauf à suggérer que le Xinjiang peut se comparer aux territoires qu'occupait Daesh. Les moyens militaires et sécuritaires de la Chine sont sans commune mesure avec ce qui se trouvait à la frontière irako-syrienne à l'époque.

De plus, si les diverses mouvances locales sont bien affiliées à Al-Qaïda, la volonté des terroristes ouïghours de créer un État indépendant ou un Califat reste à démontrer : contrairement à Daesh, qui est parti de l'instauration d'un califat islamique avant d'exporter sa doctrine djihad-takfiriste dans le monde, la « franchise Al-Qaïda » prétend étendre d'abord le djihad au monde entier avant l'instauration d'un califat mondial. Cela reste bien sûr la théorie, et il ne fait pas de doute que la menace terroriste reste une réalité au Xinjiang. Mais cette hypothèse séparatiste non démontrée dans les faits a en revanche donné lieu à une réponse sécuritaire très concrète de la Chine, réponse dont les modalités restent au centre des débats sur le Xinjiang : la fin justifie-t-elle les moyens ? Maxime Vivas pense clairement que oui, et c'est d'ailleurs un sujet dont il s'est emparé dès 2015²², dans le cadre d'un article sur l'expulsion de Chine de la journaliste de l'Obs Ursula Gauthier, journaliste à laquelle Maxime Vivas accorde manifestement peu d'estime et de crédit. À ce moment de sa vie professionnelle, en 2015, Maxime Vivas n'est pourtant encore jamais allé au Xinjiang (seulement au Tibet), son premier voyage remontant à 2016. Il est donc de fait assez surprenant de le voir, déjà à cette époque, adopter une position très tranchée sur les questions de terrorisme au Xinjiang.

Une fois ses voyages sur place accomplis, Maxime Vivas mettra fortement en avant l'avantage qu'il y a à être allé sur place (deux fois quinze jours environ) pour donner du crédit à son point de vue. Les promoteurs du livre de Maxime Vivas font d'ailleurs de même sur les réseaux sociaux. Dès lors, on comprend mal en quoi le point de vue d'Ursula Gauthier, journaliste reconnue, respectée et primée, qui a tout de même passé près de deux décennies en Chine, parlant le mandarin, ne serait pas aussi recevable que le sien. Peut-être faut-il chercher

²² <https://www.legrandsoir.info/pourquoi-ursula-gauthier-de-l-obs-a-du-quitter-la-chine-et-pourquoi-on-s-en-f.html>

l'explication de ce tropisme chinois avant l'heure dans sa proximité (voir les remerciements en fin d'ouvrage) avec l'auteur chinois Zheng Ruolin²³, accessoirement commentateur²⁴ sur CGTN (média propriété de l'État chinois et recevant des « orientations » du PCC via le ministère de la propagande chinois²⁵), mais dont l'objectivité sur les questions de politique intérieure chinoise reste sujette à caution, comme ce fut le cas lors de la récente affaire « Laurène Beaumont »²⁶.

Il ne s'agit pas de débattre ici du droit légitime de la Chine à assurer la sécurité de ses concitoyens, mais d'interroger le niveau de la réponse. Au Xinjiang, La Chine ne s'est-elle pas affranchie du respect de droits élémentaires de façon discriminatoire et en dehors de tout cadre légal ? La souveraineté de la Chine sur ce qui est bien une affaire intérieure (avec des ramifications internationales jusqu'en Syrie) ne l'exonère pas de ses responsabilités. Surtout, la complexité de la situation devrait inciter à la prudence. Or Maxime Vivas ne s'encombre pas de précautions oratoires, en dépit d'un manque de maîtrise flagrante des sujets liés au terrorisme développés dans cette partie, et d'une expérience somme toute très limitée sur place et qu'il n'évoque d'ailleurs pas dans ce chapitre.

Chapitre 2 : Fake News

Après un premier chapitre de présentation peu convaincant, en dehors des sujets très généraux et consensuels sur la situation au Xinjiang, le deuxième chapitre débutant page 39 constitue a priori le cœur de la démonstration du livre de Maxime Vivas. Ce second chapitre commence par expliquer l'origine de toute la campagne antichinoise sur le Ouïghours par un événement à Genève sur lequel Maxime Vivas reviendra plus loin.

Maxime Vivas met en avant ensuite la puissance du soft power américain, depuis la Seconde Guerre mondiale, pour expliquer la tentation occidentale de croire en premier lieu les médias occidentaux. À l'opposé, selon Maxime Vivas, notre connaissance de la Chine, de ses régions et de ses populations, serait très faible : le soft power chinois est encore incomparablement plus faible que son pendant d'outre-Atlantique. De plus sur des sujets comme le taux d'incarcération, les États-Unis n'auraient pas vraiment de leçons à donner, considérant qu'ils ont le plus grand nombre de personnes emprisonnées au monde. Du point de vue de Maxime Vivas, il serait donc pour le moins déplacé de mettre en cause la Chine sur d'éventuelles incarcérations de personnes au Xinjiang, sachant que ces incarcérations ont lieu dans le cadre d'une politique antiterroriste ferme, mais dont nous partageons le fardeau en Occident. À l'appui de ce point de vue, Maxime Vivas cite une mission d'information internationale qui se serait rendue en Chine en juillet 2019 pour attester de la bonne foi de la Chine.

L'argument de notre passion soudaine (et donc suspecte) pour les Ouïghours est un argument récurrent de la part de la Chine. C'est par exemple celui que l'on retrouvait en introduction de l'article²⁷ de « Laurène Beaumont », qui évoquait « *ces nouveaux passionnaires de la "cause ouïghoure"* ». On pourrait rétorquer que personne ne s'intéressait ni ne connaissait vraisemblablement les Hutus et les Tutsis avant 1994... Considérant que la Chine a officiellement un problème de fondamentalisme et de séparatisme islamique au Xinjiang avec l'ethnie ouïghoure en particulier, nous sommes totalement fondés, en France comme ailleurs à nous intéresser à cette ethnie et à l'efficacité de la politique de contreterrorisme chinoise.

Ensuite, la question d'un déséquilibre des « soft power » au détriment de la Chine est un fait avéré : nous sommes plus proches des États-Unis pour des raisons de cultures et d'histoire

²³ <https://www.legrandsoir.info/les-chinois-sont-des-hommes-comme-les-autres.html>

²⁴ <https://français.cgtn.com/reporter/Zheng-Ruolin>

²⁵ <https://www.egge.fr/infoguerre/2019/12/voix-de-chine-propagande-internationale-parti-communiste-chinois>

²⁶ <http://www.politiquematin.fr/comment-la-chine-muscle-ses-reseaux-mediatiqes-francophones-53060>

²⁷ <https://français.cgtn.com/n/BfJEA-CA-HAA/DcCEIA/index.html>

partagées. Mais cette proximité ne nous empêche de nous montrer critiques et exigeants vis-à-vis des États-Unis : comme cela est régulièrement rappelé dans les armées françaises et au-delà, nous sommes alliés, nous ne sommes pas amis. Si collaborer avec les États-Unis dans le cadre des opérations de l'OTAN nous a parfois placés dans une situation de dépendance hiérarchique et opérationnelle par rapport aux forces armées américaines (comme en Afghanistan), cela ne signifie pas pour autant que les armées françaises et la France de manière générale sont un vassal des États-Unis. Maxime Vivas a sur ce sujet une vision très caricaturale des positions politique et économique françaises. À voir par exemple le très récent rapport de l'École de Guerre Economique²⁸ (EGE) intitulé « *Comment les États-Unis contribuent-ils à affaiblir l'économie française ?* », qui ne verse pas vraiment dans un atlantisme débridé...

Ensuite l'argument de comparaison des taux d'incarcération utilisé ici par Maxime Vivas peut paraître curieux : comment et pourquoi justifier ou excuser l'existence de camps de détention au Xinjiang par la politique carcérale aux États-Unis ? L'argument consistant à dire « c'est pire ailleurs » n'en est pas un, d'autant plus que les chiffres chinois sont sujets à caution : les condamnés à mort et les exécutions sont hors statistiques²⁹. Elles sont tout de même évaluées de plusieurs centaines à plusieurs milliers chaque année, faisant de la Chine le premier pays au monde en nombre d'exécutions de condamnés à mort. Rappelons aussi ici les chiffres de James Millward³⁰ : selon les chiffres officiels chinois, le nombre d'arrestations au Xinjiang est passé de 27 000 à 227 000 entre 2016 et 2017, représentant 21 % du nombre total d'arrestations en Chine en 2017, alors que les habitants du Xinjiang ne représentent que 1,5 % de la population chinoise³¹. De plus, les « internements extrajudiciaires » ne sont pas comptabilisés non plus dans les statistiques d'incarcération. Or les camps d'internement et de « rééducation par le travail » relèvent de cette catégorie, catégories qui englobent donc aussi bien les camps du Xinjiang que le « Laogai », le système d'internement chinois, équivalent du goulag soviétique. Officiellement aboli en 2013, le système du Laogai pourrait en réalité perdurer sous une autre forme³². Il pourrait donc manquer plusieurs millions de personnes aux statistiques officielles chinoises. Sur ce sujet, Maxime Vivas n'apporte aucun élément objectif permettant de croire les autorités chinoises sur parole.

Concernant la « mission d'information internationale » qui s'est rendue en Chine, à l'exception des médias chinois, il existe apparemment très peu de sources sur cet « événement », à l'exception d'un article³³ de Christine Bierre, responsable Chine à l'Institut Schiller France, adjointe de Jacques Cheminade, président du Parti Solidarité et Progrès et rédactrice en chef de « Nouvelle Solidarité » sur le site Solidarité et Progrès. À l'instar de l'Institut Schiller (voir le rapport de l'IRSEM à son sujet), le site Solidarité & Progrès est considéré comme une courroie de transmission des communiqués officiels chinois³⁴, paraphrasant les communiqués chinois sans aucun recul critique : autant les informations originaires des États-Unis sont décortiquées selon des procédés proches des méthodes hypercritiques (pointer du doigt une seule erreur ou une approximation pour délégitimer tout un contenu ou un rapport), autant les informations provenant de Chine ou du « réseau » (Michel Collon, Maxime Vivas, Bruno Guigue...) sont prises pour argent comptant. Quoiqu'il en soit, considérant que cette mission a été menée à l'initiative de la Chine (comme le dernier voyage de Maxime Vivas...), difficile de considérer qu'il s'agit d'une « preuve » irréfutable de la bonne foi de la Chine.

²⁸ https://www.ege.fr/sites/ege.fr/files/media_files/rapport_alerte_usa_2021.pdf

²⁹ <https://www.amnesty.fr/pays/chine>

³⁰ <https://www.books.fr/chine-reeducer-musulmans/>

³¹ https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2018/07/27/les-arrestations-de-ouigours-se-generalisent-en-chine_5336563_3216.html

³² <https://www.franceinter.fr/emissions/la-marche-de-l-histoire/la-marche-de-l-histoire-04-aout-2015>

³³ <https://solidariteetprogres.fr/actualites-001/xinjiang-la-chine-rejette.html>

³⁴ <http://www.politiquematin.fr/comment-la-chine-muscle-ses-reseaux-mediaticques-francophones-53060>

Page 47 à 48, Maxime Vivas avance une comparaison entre ce qui se passe au Xinjiang et la situation des enfants esclaves en Inde³⁵, arguant d'une différence de taille dans le traitement de l'information sur ces deux sujets : aucune action n'est demandée à l'Inde contrairement à la Chine. Maxime Vivas explique cette inégalité de traitement par le fait que l'Inde est un pays allié des USA, ce qui n'est pas le cas de la Chine.

Faire de l'Inde un pays « ami » des États-Unis est un postulat un peu exagéré, mais ce n'est pas non plus totalement faux. Par contre, il compare deux situations qui n'ont rien à voir : l'enlèvement d'enfants par les milieux mafieux d'un côté, contre l'organisation par l'appareil central d'État d'une répression musclée contre une partie de ses citoyens de l'autre. L'article cité par Maxime Vivas ne met d'ailleurs pas en cause le gouvernement indien, qui n'a aucune responsabilité dans ces enlèvements. Au mieux, pourrait-on lui reprocher l'inefficacité de la police. Ce n'est pas du tout ce qui est reproché aux autorités chinoises, c'est même le contraire. On comprend mal où veut en venir Maxime Vivas sur ce point. D'autant plus que Maxime Vivas prophétise, à la fin de cette partie, une courte durée de vie aux « mensonges » sur le Xinjiang. Or, un observateur extérieur jugerait sans doute qu'au fur et à mesure des mois, le dossier à charge sur le Xinjiang semble au contraire s'épaissir.

Page 49 commence le cœur de la démonstration de Maxime Vivas, à savoir la liste des associations et autres ONG ayant des liens avérés avec l'administration US, liens suffisamment forts selon Maxime pour considérer qu'une bonne part de ces ONG sont en réalité à la solde des intérêts américains, et ont donc relayés de fausses informations sur le Xinjiang dans le but de nuire à la Chine. On notera d'emblée un aspect très problématique de la démonstration : « lié aux États-Unis » est considéré comme synonyme de « propagateur de fake news », sans que cela soit expliqué autrement par Maxime Vivas que par l'argument de la suite logique ; en résumé : « ça ne serait pas la première fois, c'est déjà arrivé ».

La première des institutions évoquées page 50 est Human Rights Watch (HRW), dont la proximité avec le pouvoir américain est en effet largement documentée, au point d'avoir poussé en 2014 un ancien prix Nobel de la paix, Adolfo Perez Esquivel, et une centaine d'universitaires de renom à publier une lettre³⁶ demandant à HRW de lutter contre l'entrisme américain au sein de l'institution. HRW était en creux accusée « d'indignations sélectives », ne s'attardant guère sur les cas dans lesquels les USA sont impliqués. Maxime Vivas va plus loin en indiquant que la « *parole de HRW est celle du gouvernement des USA et de la CIA* ».

Ce passage appelle déjà une remarque de forme : la source utilisée par Maxime Vivas pour relayer la lettre de 2014 est le site mondialisation.ca. Bien que l'information relayée ici soit exacte, le choix de l'usage de ce site comme source par Maxime Vivas n'est pas anodin (considérant que la lettre en question est disponible sur des centaines d'autres sites) : le site mondialisation.ca est très largement critiqué³⁷ pour ouvrir ses colonnes aux complotistes de tous horizons. Le site s'est entre autres fait épingle pour avoir participé à la diffusion de fausses informations³⁸ sur l'origine du Covid-19, opération qui a d'ailleurs, sur le moment, reçu un soutien massif des réseaux chinois sur internet. Le site a par la suite supprimé l'article en question.

Sur le fond, cette charge contre HRW est somme toute légère : le recrutement par HRW d'un « analyste de la CIA », non nommé et sans aucune source pour étayer cette information, est en effet un élément plutôt mince pour parler d'une ONG aux ordres de la CIA. Surtout, tout porte

³⁵ <https://www.france24.com/fr/reporters/20180928-reporters-enfants-esclaves-inde-combat-kailash-satyarthi>

³⁶ <http://www.nobelpeacesummit.com/human-rights-watch-is-roundly-criticized-by-human-rights-activists/>

³⁷ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1776786/covid-desinformation-chine-russie-etats-unis-canada-global-research>

³⁸ <https://apnews.com/article/pandemics-beijing-only-on-ap-epidemics-media-122b73e134b780919cc1808f3f6f16e8>

à croire que la lettre de 2014 a atteint au moins une partie de ses objectifs : depuis 2015 au moins, HRW ne s'est pas privée de critiquer les USA et la CIA dans des rapports accablants sur Guantanamo³⁹, les « Black Sites »⁴⁰ de la CIA et les opérations de la CIA en Afghanistan⁴¹. Difficile de considérer que ces documents à charge sont à l'initiative de la CIA ou de l'administration US. L'hypothèse de HRW aux ordres de la CIA semble peu crédible, sachant que l'organisation s'est aussi attaquée au FBI⁴². Dans une interview⁴³ datant de 2017, le directeur de Human Rights Watch, Kenneth Roth, a également indiqué : « *HRW n'a jamais accepté l'argent des gouvernements. [...] Nous ne dépendons que de fonds privés, très diversifiés* », fait également indiqué sur son site⁴⁴. Toutefois, selon le site NGO Monitor⁴⁵, cette information ne peut pas être vérifiée de manière indépendante, HRW n'étant pas totalement transparente sur l'origine des dons. Autre élément qui ne cadre pas vraiment avec l'hypothèse de Maxime Vivas (l'alignement sur les intérêts US) : HRW est régulièrement accusée d'avoir un parti pris anti-Israélien⁴⁶, et une position très pro-palestinienne⁴⁷.

Suite ensuite page 51 à 55, la description historique et fonctionnelle de la *National Endowment for Democracy* ou NED. Ces pages de Maxime Vivas n'apportent pas plus d'informations que la page Wikipédia anglaise de la NED⁴⁸. La NED y est décrite, avec justesse, comme un outil d'influence sur les relations internationales au service exclusif des intérêts américains. La NED est présente directement (membres de la NED dans les conseils) ou indirectement (fonds alloués aux « cibles ») dans nombre d'organisations de par le monde, généralement dans les pays peu favorables aux intérêts américains, et qu'il faut ramener à de « meilleurs sentiments ».

Ce long développement sur la NED appelle plusieurs remarques. Tout d'abord Maxime Vivas semble négliger ou ignorer que ce type de procédés, l'utilisation « d'ONG-écrans », n'est pas l'apanage des seuls États-Unis. Le World Peace Council⁴⁹ est ainsi connu par être un avatar du Parti communiste soviétique, orienté par l'ex-KGB avec des déclinaisons locales jusqu'aux États-Unis (le U.S. Peace Council⁵⁰). Ces entités continuent aujourd'hui de servir les intérêts de la Russie postsoviétique. L'offensive des médias chinois à travers le monde, avec des déclinaisons locales en différentes langues, relève de la même logique d'influence et de soft power, au même titre que les Instituts Confucius (très présents aux USA). Tous les pays ayant une volonté de projection de puissance et d'influence à l'étranger disposent de ce genre d'outils (y compris la France, avec par exemple l'Alliance Française), avec, certes, des moyens et des ambitions parfois très différents. Cela étant dit, l'argument du « tout le monde le fait » n'en est pas vraiment un, surtout si, comme le pense Maxime Vivas, la NED relaie bien (voire fabrique) de fausses informations, sujet qui n'est pas évoqué ici. À noter au passage que la NED est également intervenue contre les intérêts de l'Inde⁵¹, pays que Maxime Vivas jugeait pourtant épargné par les États-Unis considérant son statut « d'ami » des USA (page 47 et 48).

³⁹ <https://www.hrw.org/news/2022/01/09/20-years-us-torture-and-counting>

⁴⁰ <https://www.hrw.org/report/2015/12/01/no-more-excuses/roadmap-justice-cia-torture>

⁴¹ https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/afghanistan1019_web.pdf

⁴² https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/le-fbi-a-pousse-des-musulmans-a-commettre-des-attentats-selon-human-rights-watch_1560930.html

⁴³ <https://www.letemps.ch/monde/donald-trump-envisage-retour-prisons-secretes-cia>

⁴⁴ <https://www.hrw.org/financials>

⁴⁵ https://www.ngo-monitor.org/ngos/human_rights_watch_hrw/

⁴⁶ <https://www.jpost.com/diaspora/antisemitism/hrw-director-accused-of-justifying-antisemitism-on-twitter-674346>

⁴⁷ <https://www.aic.org/news/5-things-you-should-know-about-human-rights-watches-report-on-israel>

⁴⁸ https://en.wikipedia.org/wiki/National_Endowment_for_Democracy

⁴⁹ <https://www.wpc-in.org/about-wpc>

⁵⁰ <https://uspeacecouncil.org/>

⁵¹ <https://www.thehindu.com/news/national/george-soros-open-society-foundations-moves-hc-against-mha/article30686579.ece>

Ensuite, à l'instar de certains des développements précédents, il n'y a dans cette partie rien de réellement nouveau ou inconnu jusque-là. La « convergence d'intérêts » avec le département d'État américain et la CIA est un fait admis de longue date : la NED permet des opérations d'influence « ouvertes » via le financement direct d'opposants, de partis politiques, d'associations..., choses que la CIA ne peut pas se permettre, considérant que ses modes d'action relèvent usuellement de l'action clandestine. La NED agit probablement en parallèle de l'action de la CIA, avec laquelle est certainement assurée une coordination (appelée « déconfliction » dans les milieux du renseignement) : une entité « traitée » par la NED n'est vraisemblablement pas traitée en même temps par la CIA, même si un partage d'informations existe très certainement.

Enfin, certaines affirmations méritent d'être sourcées ou, a minima, justifiées : Maxime Vivas avance ainsi sans explication que « *la NED est dans les organes de direction de HRW* ». Or, bien que HRW soit bien cité⁵² parmi les organisations partenaires de la NED, le seul cas avéré de « double casquette » est celui de Michael Shifter, qui est encore aujourd'hui membre de *l'International Forum For Democratic Studies Research Council*⁵³, une initiative de la NED, tout en apparaissant dans la liste⁵⁴ de *l'Advisory Committee – Americas Division* pour HRW. Michael Shifter fait partie des personnalités nommément dénoncées par la lettre de 2014⁵⁵ sur l'entrisme des USA au sein de HRW. Bien qu'apparaissant toujours sur les listings de HRW, il n'a été trouvé aucun document attestant de responsabilités notables au sein de HRW depuis 2014. À l'exception de Michael Shifter, apparemment en retrait depuis 2014, il n'a été trouvé aucun membre de la NED au sein des instances dirigeantes de HRW ; affirmer que « *la NED est dans les organes de direction de HRW* » semble donc très exagéré. Et pour ce qui est de savoir si la NED fabrique ou diffuse de fausses informations, Maxime Vivas reste coi.

Pages 56 et 57, Maxime Vivas enchaîne sur le *World Uyghurs Congress* (WUC) et aligne un certain nombre de faits vérifiables sur le parcours des personnes qui composent son *board* et l'origine de certains de ses financements. Néanmoins, sur le parcours de certains dirigeants du WUC au sein d'institutions américaines comme Radio Free Asia, Maxime Vivas se garde étrangement de mentionner des noms. Entre le WUC et la NED il y a clairement convergence d'intérêt sur la question des Ouïghours et sur la façon dont cette question peut gêner la Chine. De là à faire du WUC un outil au service exclusif de la NED, il y a néanmoins un pas que Maxime Vivas n'hésite pas à franchir, sans toutefois fournir autre chose comme preuve que son intime conviction.

Sur la forme, concernant le sujet du WUC financé par la NED, page 56, les propos de Maxime Vivas sont une traduction quasi mot-à-mot d'un communiqué du consulat général de Chine à Brisbane⁵⁶, source que Maxime Vivas ne prend pas la peine de mentionner. Sur le fond, les sommes mentionnées par Maxime Vivas sont exactes et peuvent être facilement retrouvées sur le site de la NED. Aussi bien du côté de la NED que du WUC, l'origine de certains financements est revendiquée de façon transparente, jusqu'au communiqué de presse. Rendons justice à Maxime Vivas, les liens financiers entre le WUC et la NED ne souffrent d'aucune ambiguïté. Cependant, présenter ces liens comme une « révélation » ou un scoop est abusif, toutes ces informations étant de notoriété publique, jusque sur les pages Wikipédia. On notera d'ailleurs que l'on peut tracer des financements jusqu'en 2006⁵⁷, mais rien de tangible entre 2006 et 2016. Cela ne signifie pas qu'aucune aide d'aucune sorte n'a existé sur cette période (on trouve des traces de partenariats ponctuels⁵⁸), mais il est également exagéré de dire que le WUC est financé par la NED depuis sa création, qui, comme le rappelle Maxime Vivas, remonte à 2004.

⁵² <https://www.ned.org/ideas/democracy-research-guide/human-rights/>

⁵³ <https://www.ned.org/experts/michael-shifter/>

⁵⁴ <https://www.hrw.org/about/people/advisory-committee/americas-division>

⁵⁵ <https://www.twn.my/title2/resurgence/2014/286/human1.htm>

⁵⁶ <https://www.fmprc.gov.cn/ce/cgbrsb/eng/zts/zgxi/t1876177.htm>

⁵⁷ <https://www.uyghurcongress.org/en/wuc-appreciates-ned-funding-of-its-human-rights-work/>

⁵⁸ <https://unpo.org/article/8071>

Selon les chiffres fournis par la Chine⁵⁹ elle-même, la NED aurait fourni aux différents mouvements ouïghours 8,758 millions de dollars entre 2004 et 2020. Cela représente en moyennes 540 000 dollars par an que doivent se partager plusieurs associations ou institutions de défense des Ouïghours. On dénombre par exemple le *Uyghur Refugee Relief Fund*, le *Uyghur Human Rights Project*, la *Uyghur Association of America*, la *Campaign for Uyghurs Incorporated*.... Bien que le WUC ait, semble-t-il, bénéficié de la majorité de ces fonds entre 2016 et 2020, ce sont en réalité des montants relativement modestes : un peu plus de 3,8 millions de dollars au total entre 2016 et 2020 selon le site de la NED⁶⁰. Les associations ou mouvements liés à la Chine ou à la Russie dans leur ensemble mobilisent plus de 40 millions de dollars de dons de la NED pour chacun de ces deux pays entre 2016 et 2020. À titre de comparaison, la cible « Kazakhstan » récolte plus de 4 millions de dollars et la cible « Géorgie » près de 14 millions⁶¹ de dollars de la part de la NED sur la même période. Aux yeux de la NED, la Géorgie ou le Kazakhstan semblent donc plus prioritaires que le seul Xinjiang.

De la même façon, Maxime Vivas s'avance lorsqu'il parle d'exigences des bailleurs de fonds. Il semblerait qu'il y ait de la part de Maxime Vivas une confusion entre le WUC et la *Uyghur American Association* (UAA) une organisation affiliée. Il y a là aussi une confusion entre le contrôle de gestion opéré par la NED (vérifier que les fonds attribués à telle ou telle organisation sont correctement utilisés) et les objectifs que se fixe le WUC (sensibiliser la communauté internationale sur le sort des Ouïghours). Les objectifs du WUC sont subventionnés par la NED, sans toutefois que la NED n'ait le pouvoir d'imposer ses vues sur le fonctionnement du WUC. Mais il va de soi que si le WUC devait s'engager sur une voie contraire aux intérêts de la NED (et donc des USA), il perdrait ses financements. Tant que le WUC est dépendant des financements de la NED, il est lié aux intérêts américains, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il est « aux ordres ». Surtout, cela ne dit rien de la véracité ou non des informations que le WUC diffuse ou relaie. Ces dernières doivent être analysées avec ce lien de dépendance financière à l'esprit, mais sans considérer à l'avance qu'il s'agit nécessairement de mensonges.

Page 58 à 62, Maxime Vivas déroule l'un des points les plus importants de sa démonstration : il veut démontrer dans ces pages que toute la campagne autour du Xinjiang aurait en réalité une source unique, Mme Gay McDougall, membre américaine du comité pour l'élimination des discriminations raciales (CERD) du Haut-commissariat des Nations Unies au droit de l'Homme (UNHCHR). Celle-ci aurait pris la parole en aout 2018⁶² pour dénoncer de façon injustifiée la Chine au sujet de camps de détention de la minorité ouïghoure au Xinjiang et au sujet des traitements infligés à ces minorités au sein de ces mêmes camps. Selon Maxime Vivas, elle aurait accusé la Chine sans la moindre preuve tangible, sachant que son intervention a ensuite été massivement reprise par les médias sans vérification des faits rapportés, suscitant un emballement médiatique international sans précédent sur la question des Ouïghours. Cette intervention de Mme McDougall marquerait donc le début, en aout 2018 donc, de la désinformation sur le Xinjiang, sur la base d'allégations non justifiées. On notera aussi que cette partie de l'ouvrage de Maxime Vivas est une traduction quasiment mot à mot d'un article⁶³ du site TheGrayzone, site sur lequel nous reviendrons plus loin.

Ce que Maxime Vivas met en cause ici pour arguer d'une imposture, c'est tout d'abord l'absence de preuves matérielles apportées par Mme Gay McDougall, et l'emballement médiatique ensuite de la presse « mainstream » dans son ensemble. Cette partie se distingue également sur la forme par un ton nettement plus ironique, voire méprisant, que précédemment.

⁵⁹ <https://www.fmprc.gov.cn/ce/cgbrsb/eng/zts/zgxi/t1876177.htm>

⁶⁰ <https://www.ned.org/wp-content/themes/ned/search/grant-search.php>

⁶¹ <https://www.ned.org/wp-content/themes/ned/search/grant-search.php?>

⁶² <https://www.unmultimedia.org/tv/unifeed/asset/2216/2216807/>

⁶³ <https://thegrayzone.com/2018/08/23/un-did-not-report-china-internment-camps-uyghur-muslims/>

Tout d'abord, contrairement à ce qu'affirme Maxime Vivas, ce n'est pas l'Américaine Gay McDougall qui met la première en cause la Chine (elle n'est que corapporteuse pour la Chine), mais Nicolás Marugán, expert équatorien, rapporteur en titre pour la Chine. C'est lui qui le premier met le sujet des Ouïghours sur la table, selon la retranscription des échanges⁶⁴, suivi ensuite par Mme McDougall. À la décharge de Maxime Vivas, c'est bien l'intervention de Mme McDougall qui sera citée ensuite par la presse, précisément au regard de sa nationalité : bien que n'ayant pas le statut de représentante officielle du gouvernement américain, son statut d'experte reconnue sur les questions de discrimination, en plus de sa nationalité américaine, en font une « bonne cliente » des médias américains (qui seront les premiers à relayer la nouvelle) sur un sujet aussi sensible que la Chine.

Concernant la réaction des grands médias internationaux, Maxime Vivas a raison sur un seul point : cet événement marque bien le début d'une séquence nouvelle, celle de la mise au pilori médiatique de la Chine sur la question des Ouïghours. Et c'est bien là l'événement principal qui intéresse et que relaie la presse : pour la première fois, la Chine est mise officiellement en accusation dans les cénacles d'organisations internationales. Ce n'est certes pas l'Assemblée générale de l'ONU, pas plus qu'il n'y a de résolution du Conseil de sécurité (la Chine ayant droit de veto de toute façon), mais la Chine est bien mise pour la première fois sur le banc des accusés de façon officielle.

En matière de relations internationales, cet événement clôt en quelque sorte deux décennies d'observation de la Chine, laps de temps durant lequel la Chine a intégré la quasi-totalité des grandes organisations internationales. L'objectif des autres grandes puissances (États-Unis en tête) autour de l'émergence de la Chine n'a jamais été mystérieux : accompagner et encadrer son développement dans le cadre des traités internationaux et des grands organisations internationales et donc dans le respect d'un cadre légal et réglementaire commun. L'étape probablement la plus significative de ce parcours a été l'intégration de la Chine au sein de l'OMC en 2001. Ce n'est donc pas tant le fond du discours de McDougall qui constitue un scoop que la forme. Pas étonnant, de fait, que la presse ne se soit pas attardée sur le contenu, contenu qu'elle n'avait pas les moyens de vérifier objectivement dans les 24 heures qui suivent, considérant en particulier les difficultés des journalistes occidentaux pour enquêter au Xinjiang⁶⁵. Mais ce n'est pourtant pas pour des raisons logistiques que la presse ne creuse pas plus avant le fond des propos de Mme McDougall.

S'il est effectivement exact de considérer que l'intervention de Mme McDougall ne contient pas d'éléments tangibles et factuels pour appuyer sa mise en cause de la Chine, cela n'a rien d'étonnant. Sur la forme, ces assemblées ne sont pas des tribunaux, et il ne s'agit pas d'un procès devant la Cour pénale internationale (une juridiction d'ailleurs dont ne dépend pas la Chine, et qui ne peut donc pas être saisie la concernant). Ce jour-là, à Genève, c'est bien la Chine qui est sur le grill, puisqu'il s'agit de la présentation annuelle du rapport sur la Chine du Comité de lutte contre les discriminations raciales. Tous les pays membres de l'ONU font l'objet d'attentions identiques, la France n'est pas épargnée⁶⁶, pas plus que les États-Unis⁶⁷.

Dans ce contexte, l'intervention de Mme McDougall est avant tout une question posée au représentant chinois Yu Jianhua, question posée en conclusion des travaux sur la Chine, au regard des éléments figurant dans le rapport annuel. On trouve facilement trace des travaux préparatoires⁶⁸ à la présentation finale à ce rapport, en particulier les interviews de ce que l'ONU appelle la « société civile », interviews qui permettent de comprendre sur quelles sources

⁶⁴ <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23452&LangID=E>

⁶⁵ <https://www.geo.fr/geopolitique/xinjiang-comment-notre-journaliste-a-enquete-sous-loeil-de-pek-in-194319>

⁶⁶ <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26560&LangID=F>

⁶⁷ <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=28017&LangID=E>

⁶⁸ <https://www.ungeneva.org/es/news-media/press/taxonomy/term/175/40890/committee-elimination-racial-discrimination-discusses>

se fondent Mme McDougall pour mettre en cause la Chine sur l'existence de camps d'internements au Xinjiang. Ce rapport, comme tous ceux présentés par le comité, ne se limite donc pas à des déclarations *ex nihilo* de ses membres, comme voudrait le faire croire Maxime Vivas ; il est le résultat de travaux de comités d'experts de plusieurs pays, saisis sur une question spécifique, en l'occurrence la Chine dans notre cas de figure. Mme McDougall s'appuie donc sur les travaux préparatoires pour interroger la Chine.

On notera que Maxime Vivas étiquette immédiatement les déclarations de Mme McDougall comme des « mensonges » sans apporter la moindre preuve à l'appui de sa propre posture. Ce fait est d'autant plus problématique que, pour un livre écrit en 2020, Maxime Vivas ne peut pas ignorer que la Chine a finalement légalisé et officialisé en octobre 2018 (par décision⁶⁹ des autorités locales du Xinjiang, voir l'article 17) l'existence des camps que McDougall dénonçait en aout 2018. La réponse⁷⁰ de Yu Jianhua, représentant permanent de la Chine auprès du bureau des Nations Unies de Genève, en aout 2018, était pourtant sans aucune ambiguïté : « *There was no arbitrary detention or lack of freedom of religious belief, while the view that Xinjiang was a "no rights zone" was completely "against the fact". There were no such things as "re-education centres", or "counter-terrorism training centres" in Xinjiang* ».

Maxime Vivas explique ensuite que Gay McDougall n'a « pas fait d'études ou de recherches sur la Chine ». À défaut de pouvoir attaquer son parcours et son profil, Maxime Vivas fait donc le choix d'attaquer sa légitimité à s'exprimer sur ce dossier en particulier. Il la qualifie même de simple « citoyenne des USA », comme si la nationalité valait d'office disqualification dès qu'il s'agit de la Chine. Or, un minimum de recherches aurait appris à Maxime Vivas que Mme McDougall est non seulement une experte reconnue⁷¹ internationalement sur les questions de droits humains, mais qu'elle s'intéresse en plus à la Chine depuis au moins 2009⁷², année d'émeutes au Xinjiang⁷³ qui ont donné lieu à une forte réponse sécuritaire de la part de la Chine. À l'époque, elle a même demandé, sans succès, aux autorités chinoises à pouvoir se rendre au Xinjiang⁷⁴.

Portés à la connaissance de Maxime Vivas, ces éléments lui auraient appris deux choses : tout d'abord, Mme McDougall s'intéresse à la Chine depuis près d'une décennie au moment de ce rapport, ce qui atteste tout de même d'une certaine légitimité à s'exprimer sur le sujet ; ensuite, ces éléments tendent à prouver que la Chine est sous surveillance d'une branche de l'ONU au sujet du Xinjiang depuis au moins 2009.

C'est là la principale faiblesse du propos de Maxime Vivas : en plus d'erreurs factuelles qu'un minimum de recherches aurait permis d'éviter, son référentiel chronologique des événements ne tient pas la route. En effet, l'intérêt international pour la question Ouïghours au Xinjiang est bien antérieure à 2018, et ne doit pas grand-chose en réalité à l'intervention de Mme McDougall, qui ne fait que dire tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas à l'époque. Qu'il s'agisse de l'UNCHCR dès 2016⁷⁵, de travaux académiques remontant à 1998⁷⁶ ou 2011⁷⁷,

69

<https://web.archive.org/web/20181010124647/http://www.xjpcsc.gov.cn/1009/t4028e49c665347630166588b8cf40001001.html>

⁷⁰ <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23452&LangID=E>

⁷¹ <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22886&LangID=E>

⁷² <https://www.hrw.org/report/2009/10/20/we-are-afraid-even-look-them/enforced-disappearances-wake-xinjiangs-protests>

⁷³ <https://www.theguardian.com/world/2009/jul/06/china-ughur-urumqi-riots>

⁷⁴ https://www.observatori.org/paises/pais_81/documentos/asa170272010en.pdf

⁷⁵ https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/UPR/NGOsMidTermReports/HumanRightsChina_2.pdf

⁷⁶ <https://journals.openedition.org/cemoti/48>

⁷⁷ <https://www.jstor.org/stable/23056763>

de rapports d'ONG depuis 2001⁷⁸, 2005⁷⁹ ou 2009⁸⁰, ou d'interrogations de la presse occidentale et étrangère dès 2008⁸¹, puis régulièrement comme en 2009⁸², 2011⁸³, 2015⁸⁴, 2016⁸⁵, 2017⁸⁶, 2018⁸⁷, le sujet des Ouïghours est présent dans l'espace public bien avant 2018. Cette liste de références à la Prévert n'est pas exhaustive bien évidemment, mais elle illustre l'ampleur des éléments qu'a escamotés Maxime Vivas de son analyse. Il est difficilement imaginable que Maxime Vivas ait pu involontairement passer à côté d'un si grand nombre d'informations, compte tenu de la diversité des sources (on peut difficilement dire que des sites turcs ou des sites russes⁸⁸ sont à la botte des USA...).

Cette diversion chronologique est d'autant moins compréhensible que, sur le site [LeGrandsoir.info](http://legrandsoir.info), le sujet de la condition des Ouïghours au Xinjiang est traité depuis au moins 2015 par Maxime Vivas⁸⁹, avec, il est vrai, peu de distance critique déjà à l'époque. Plus loin dans son livre, Maxime Vivas reviendra aussi sur le cas d'Adrian Zenz dont la première version de son étude (contestée par la Chine) sur le nombre de personnes internées dans des camps au Xinjiang est sortie en mars 2018, soit pendant les travaux préparatoires au rapport commenté par Mme McDougall. Il est donc très probable que ce rapport ait lui-même servi à la rédaction des conclusions. Comment Maxime Vivas peut-il à la fois critiquer ce rapport sorti début 2018 et expliquer que Mme McDougall ne s'appuie sur rien de factuel ?

En résumé, Maxime Vivas a raison de voir dans la prise de parole de Gay McDougall une date symbolique : c'est à partir de ce jour que la question du sort des Ouïghours au Xinjiang sort de l'ombre pour devenir un enjeu et un sujet des relations internationales avec la Chine. Mais il faut une bonne dose de mauvaise foi pour avancer, comme Maxime Vivas le fait, que la déclaration de Mme McDougall repose sur des « mensonges », de « l'esbrouffe », et qu'elle ne peut pas « fournir le moindre début de preuve ». Bien avant 2018, nombreux sont les rapports, enquêtes et reportages arguant de la disproportion de la réponse sécuritaire apportée par la Chine au Xinjiang au détriment de la population ouïghoure sur place. Maxime Vivas ne relèvera pas d'ailleurs l'ironie de la situation lorsque la Chine elle-même fournira la preuve qu'il demande en officialisant en octobre 2018, l'existence des fameux camps d'internements dénoncée par Gay McDougall.

Pages 63 à 67, Maxime Vivas revient sur l'enquête du journaliste Ethan Gutmann sur les prélèvements d'organes forcés en Chine, et sur des prisonniers de la communauté ouïghoure en particulier, au sujet

⁷⁸ <https://www.hrw.org/legacy/backgrounder/asia/china-bck1017.htm>

⁷⁹ <https://www.hrw.org/reports/china0405.pdf>

⁸⁰ <https://www.omct.org/en/search?q=Xinjiang> et

https://safeguarddefenders.com/en/publications?field_country_tid%5B0%5D=139

⁸¹ https://www.nytimes.com/2008/09/09/world/asia/09china.html?_r=1&oref=slogin

⁸² https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2009/10/21/la-chine-accusee-de-disparitions-forcees-au-xinjiang-apres-des-rafles-systematiques-visant-les-ouigours_1256732_3216.html

⁸³ <https://muslimmatters.org/2011/08/05/onislam-net-no-ramadan-for-uighur-muslims/> et

<https://www.hurriyet.com.tr/video/iste-kan-donduran-goruntuler-36050691>

⁸⁴ <https://muslimmatters.org/2015/06/18/uyghurs-china-buried-quran-backyards/>

⁸⁵ <https://eurasianet.org/xinjiang-uyghurs-grapple-travel-restrictions>

⁸⁶ <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-39460538>

⁸⁷ <https://foreignpolicy.com/2018/03/02/chinese-police-are-secretly-demanding-personal-information-from-french-citizens-uyghurs-xinjiang/> et <https://sputniknews.com/20180118/china-facial-recognition-system-1060856202.html>

⁸⁸ <https://sputniknews.com/20210505/new-zealand-voices-concern-over-chinas-treatment-of-uyghurs-stops-short-of-calling-it-genocide-1082810346.html>

⁸⁹ <https://www.legrandsoir.info/pourquoi-ursula-gauthier-de-l-obs-a-du-quitter-la-chine-et-pourquoi-on-s-en-f.html>

d'un article paru dans Vice⁹⁰ en juillet 2020. Maxime Vivas ne croit pas à cette histoire ; il en veut pour preuve de la duplicité d'Ethan Guttmann le fait que celui-ci a lancé son livre avec l'appui de la NED. Il n'en faut pas plus pour Maxime Vivas pour rejeter en bloc ses allégations. À l'appui de cette intime conviction, Maxime Vivas précise que ni Amnesty International ni HRW n'ont confirmé les histoires de prélèvements d'organes sur es Ouïghours.

Concernant Amnesty International, dont Maxime Vivas ne parle quasiment pas dans son livre, le propos est à nuancer : en 2021, Amnesty International UK endosse sur son site les conclusions du China Tribunal sur les prélèvements forcés d'organes sur des prisonniers ouïghours⁹¹. Par ailleurs, Amnesty International a sorti, également après la parution du livre de Maxime Vivas, un rapport⁹² très virulent contre le traitement des minorités ouïghoures en Chine (détaillant des pratiques de tortures et d'arrestations arbitraires).

Quant à HRW, si l'ONG ne mentionne pas spécifiquement la question du prélèvement d'organes sur les Ouïghours, rappelons tout de même qu'elle est la première ONG à avoir posé la question de l'origine des organes pour transplantation en Chine, dès 1994. Elle accuse aussi les autorités chinoises de torture et de crime contre l'humanité au Xinjiang dans un rapport de 2021⁹³, après un autre rapport très critique évoquant déjà la torture en 2018⁹⁴. À noter que les trois rapports (celui d'Amnesty International de 2018 et ceux de HRW de 2018 et 2021) mentionnent des prélèvements biométriques systématiques sur les populations ouïghoures, de type ADN ou échantillons de sang, sans que la finalité soit précisée par les autorités chinoises.

Le lecteur ne manquera pas de plus de remarquer la logique étrange de l'argumentation Maxime Vivas, qui mobilise à son profit deux ONG sur le seul sujet dont elle ne s'empare pas objectivement. L'argument de Maxime Vivas serait le suivant : Amnesty International et HRW elles-mêmes ne traitant pas de ce sujet, comment le prendre au sérieux ? Non seulement ce n'est pas rigoureusement exact, compte tenu des éléments qu'a ignoré ou écarté Maxime Vivas, mais cette posture argumentaire est d'autant plus surprenante que Maxime Vivas critique vertement ces deux ONG sur les autres sujets sur lesquels elles interviennent, au sujet des Ouïghours ou non (voir la partie sur HRW supra). Leur accorderait-il finalement la seule crédibilité du silence ?

Maxime Vivas procède dans le cas d'Ethan Gutman comme sur bien d'autres sujets : il allie un ton sarcastique à une sélection très orientée de sources souvent anciennes, tout en espérant que l'ironie suffira à convaincre le lecteur, qui, lui, cherchera en vain le début d'une démonstration critique et argumentée. Concrètement, hormis le fait que Maxime Vivas ne croit pas Ethan Guttmann, le seul reproche qu'il lui fait est son accointance avec la NED (donc forcément avec le CIA selon Maxime Vivas...), selon des éléments qu'Ethan Guttmann a lui-même fournis dans une interview citée par Maxime Vivas et datant de... 2014.

Il n'y a qu'un aspect sur lequel Maxime Vivas pourrait avoir raison : les chiffres avancés par Ethan Guttmann et repris par l'article de Vice sur le nombre de personnes dont les organes sont récupérés sont peut-être exagérés. En tout cas, aucune vérification de source tierce n'est possible. D'ailleurs, la façon dont Ethan Guttmann a obtenu ce chiffre n'est pas expliquée dans l'article de Vice. Cela signifie-t-il pour autant, comme le suggère Maxime Vivas, que tout est

⁹⁰ <https://www.vice.com/fr/article/bv8m3q/la-chine-vend-les-organes-halal-de-ses-prisonniers-ouigours-riches>

⁹¹ <https://www.amnesty.org.uk/groups/oxford-city-central/harvesting-organs-transplant-religious-prisoners-including-uyghur>

⁹² <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/07/ASA1741372021ENGLISH.pdf>

⁹³ <https://www.hrw.org/report/2021/04/19/break-their-lineage-break-their-roots/chinas-crimes-against-humanity-targeting>

⁹⁴ <https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs>

inventé et que la pratique de prélèvements des organes n'existe plus en Chine ? Le problème essentiel du raisonnement de Maxime Vivas est de se contenter d'une seule source (l'article de Vice), certes critiquable, mais maintenant ancienne. Or le sujet des prélèvements d'organes a été massivement traité par ailleurs, bien avant l'article de Vice, mais aussi plus récemment. Après des années de dénégations, la Chine a d'ailleurs été contrainte de réagir sur ce sujet, et d'admettre, au moins en partie, les faits reprochés.

Human Right Watch s'est ainsi intéressé à cette question dès 1994⁹⁵, le sujet posant d'importants problèmes éthiques, même concernant des condamnés à mort. En 1998⁹⁶, deux officiels chinois sont arrêtés aux États-Unis pour avoir tenté de vendre des organes. Ces arrestations ont été rendues possibles grâce à la collaboration d'Harry Wu, un dissident chinois devenu militant des droits de l'homme et dénonçant depuis le milieu des années 90 le prélèvement d'organes sur des condamnés à mort et leur revente à l'étranger dans certains cas⁹⁷, chose que la Chine nie avec véhémence à ce moment. En 2001⁹⁸, un ancien médecin militaire chinois témoigne devant le Congrès américain de pratiques similaires. En 2004⁹⁹, le site internet du *China International Transplantation Network Assistance Center* (CITNAC) affichait pourtant les prix des transplantations en Chine en dollars US, alors que la Chine ne disposait d'aucun programme de don d'organes volontaire.

La Chine n'a finalement officiellement admis la pratique de prélèvements d'organes sur des condamnés en mort qu'en 2005¹⁰⁰. En 2009¹⁰¹, la Chine reconnaissait pour la première fois que cette pratique était conséquente : 65 % des organes greffés sont alors extraits des corps de prisonniers exécutés. La Chine a ensuite décidé en 2014 de stopper cette pratique (à compter de 2015) si le consentement du prisonnier n'est pas acquis. Pourtant, en 2017, une étude académique¹⁰² sur la politique de transplantation d'organes semble indiquer que rien n'a changé en Chine en dépit de la promulgation de la loi deux ans auparavant. Après avoir caché la vérité pendant plus d'une décennie, la Chine serait-elle à nouveau en train de mentir sur la réalité du changement ? Même les publications scientifiques chinoises sont sujettes à caution, sachant que les travaux portant sur des transplantations d'organes de prisonniers exécutés ne peuvent normalement pas être publiés dans des revues occidentales à comité de lecture. Or, en 2018, une étude¹⁰³ analyse les publications scientifiques chinoises sur les transplantations d'organes entre 2000 et 2017 : 99 % des publications chinoises sur cette période n'évoquent pas la question du consentement du don, 92,5 % ne précisent pas l'origine des organes objets de l'étude (s'agit-il ou non d'organes de condamnés à mort ?). De plus, parmi les rares publications qui affirment bien ne pas porter sur des organes transplantés provenant de prisonniers exécutés, une part significative date d'avant 2010, époque à laquelle n'existait aucun programme de don d'organes en Chine, les prisonniers exécutés représentant alors la seule « source » d'organes. D'où provenaient donc les organes transplantés mentionnés dans ces études chinoises antérieures à 2010 ?

⁹⁵ https://www.hrw.org/reports/1994/china1/china_948.htm

⁹⁶ <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/59561.stm>

⁹⁷ <https://rheawessel.com/clips/wu-china/>

⁹⁸ <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/1411389.stm>

⁹⁹ <http://web.archive.org/web/20041205012118/http://en.zoukiishoku.com:80/list/cost.htm>

¹⁰⁰ <https://web.archive.org/web/20140304045314/http://www.thetimes.co.uk/tto/news/world/asia/article2612313.ece>

¹⁰¹ https://www.liberation.fr/planete/2009/08/28/pekin-avoue-prelever-des-organes-de-condamnes_578086/

¹⁰² <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/28178953/> et

<https://bmcmedethics.biomedcentral.com/track/pdf/10.1186/s12910-017-0169-x.pdf>

¹⁰³ <https://bmjopen.bmj.com/content/9/2/e024473>

En 2019¹⁰⁴, un panel d'experts juristes mandaté par l'ONG « Tribunal pour la Chine¹⁰⁵ » accuse cette dernière de poursuivre les prélèvements d'organes en ciblant spécifiquement certaines minorités¹⁰⁶, comme les disciples de la secte Falun Gong, ou les Ouïghours, même si, à ce moment, il n'y a pas de preuves formelles concernant les Ouïghours. La Chine est en parallèle suspectée au même moment d'avoir falsifié¹⁰⁷ ses statistiques de transplantations pour faire correspondre le nombre de greffes au nombre de donateurs. En 2020¹⁰⁸, la revue Health Europe Quaterly confirme une partie des informations du Tribunal pour la Chine. En 2021¹⁰⁹, c'est finalement l'ONU via le HCHR¹¹⁰, qui s'alarme des allégations de prélèvements d'organes ciblant spécifiquement certaines minorités emprisonnées, dont les Ouïghours.

Considérant que la Chine a été prise en flagrant délit de mensonges à plusieurs reprises au sujet des greffes, il n'est absolument pas impossible que la pratique des prélèvements forcés se poursuive. Cela expliquerait en tout cas une curiosité statistique de la Chine que Maxime Vivas étudie dans son propos : tout en ayant l'un des plus faibles nombres de donateurs volontaires¹¹¹ de la planète (surtout rapporté au nombre d'habitants), la Chine est classée parmi les premiers pays mondiaux depuis 2006 en nombre de greffes réalisées chaque année, avec des délais d'attente moyens de l'ordre de... deux semaines (contre plusieurs années dans la plupart des pays de l'OCDE). Dans un pays imprégné de philosophie taoïste accordant une place très importante à l'intégrité du corps physique après la mort¹¹², ces seules données indiquent que la Chine dispose manifestement d'un très important volant de donateurs, dépassant très largement le nombre des seuls volontaires officiels. Si ce « réservoir » de donateurs est clairement identifié pour la période précédant 2015 (les condamnés à mort), le fait que les greffes se poursuivent aujourd'hui au même rythme indique que la Chine a, soit trouvé un nouveau « réservoir » encore mystérieux à ce jour, soit n'a pas abandonné le recours à l'ancien¹¹³.

Page 68 à 75, Maxime Vivas s'attaque au cas d'Adrian Zenz, chercheur américain qui en 2018, a, le premier, publié une étude¹¹⁴ permettant de chiffrer approximativement le nombre de personnes détenues dans des camps de rééducation par le travail. À ces considérations statistiques tirées de l'exploitation de documents chinois (des appels d'offres pour la construction de camps pour une bonne partie), Adrian Zenz a ajouté un certain nombre de considérations démographiques touchent par exemple à l'utilisation de stérilets dans certaines régions de Chine. Sur la base de ces éléments, Adrian Zenz a, le premier, posé la question d'une limitation officielle contrainte de la natalité de certaines ethnies au Xinjiang, ouvrant la voie aux accusations de génocide (la stérilisation forcée d'une partie de la population répond à la définition d'un génocide).

Fondées sur l'analyse de documents administratifs et statistiques chinois (dont l'authenticité n'a pour l'instant pas été remise en cause), l'étude de 2018 d'Adrian Zenz constitue probablement l'un des coups les plus rudes portés à la diplomatie chinoise de ces dernières années, raison pour laquelle, les attaques

¹⁰⁴ <https://www.reuters.com/article/us-britain-china-rights-idUSKCN1T1236>

¹⁰⁵ <https://chinatribunal.com/>

¹⁰⁶ <https://chinatribunal.com/wp-content/uploads/2019/06/Short-Form-Conclusion-China-Tribunal.pdf>

¹⁰⁷ <https://www.theguardian.com/world/2019/nov/15/chinese-government-may-have-falsified-organ-donation-numbers-study-says>

¹⁰⁸ <https://www.healtheuropa.eu/forced-organ-harvesting-one-of-the-worst-mass-atrocities-of-this-century/97035/>

¹⁰⁹ <https://www.forbes.com/sites/ewelinaochab/2021/07/08/united-nations-concerned-about-organ-harvesting-in-china/?sh=6ff7c9a742dd>

¹¹⁰ <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27167&LangID=E>

¹¹¹ <https://www.codac.org.cn/?fbclid=IwAR0y9DyeU7NpROYSB-8eb3qQWJ7VXAR0S1JD74lyb2X7P05jJshT3Y5asDw>

¹¹² <https://www.cairn.info/fins-de-vie--9782130579137-page-121.htm>

¹¹³ <https://www.chinaorganharvest.org/overview/large-transplant-volume/>

¹¹⁴ https://www.academia.edu/37353916/NEW_Sept_2018_Thoroughly_Reforming_Them_Towards_a_Healthy_Heart_Attitude_-_Chinas_Political_Re-Education_Campaign_in_Xinjiang

à son encontre vont se déchaîner par la suite. Maxime Vivas s'inscrit pleinement dans ce mouvement en reprenant la plupart des arguments utilisés à son encontre : son profil, son parcours, la validité de sa méthode et une éventuelle falsification des résultats. Plus que le fond de l'étude, Maxime Vivas se joint à la meute qui attaque la personne d'Adrian Zenz, et uniquement elle.

Le cas Adrian Zenz¹¹⁵ est emblématique de la stratégie de défense chinoise face aux attaques : l'auteur, sa légitimité et la valeur de son travail sont attaqués, non sur la foi d'une véritable analyse des éléments rapportés sur le fond (à savoir des documents chinois dont l'authenticité n'a pas été mise en doute par la Chine elle-même), mais sur la légitimité et la sincérité de l'auteur, sur son passé, ses relations et ses fréquentations. Notons tout d'abord que son étude est publiée par une revue académique américaine à comité de lecture, la *Central Asian Survey* (qui compte parmi son comité éditorial des membres de la *Central Eurasian Studies Society*) qui a validé les conclusions d'Adrian Zenz en septembre 2018, six mois après sa soumission (en mars 2018). Notons ensuite qu'Adrian Zenz n'est pas un nouveau venu à ce moment sur les sujets touchant à la Chine et aux Ouïghours : il travaille sur cette thématique depuis au moins 2015¹¹⁶ et a déjà corédigé en 2017 un premier rapport très critique¹¹⁷, qui, sur le moment, n'a d'ailleurs suscité aucune réaction en Chine.

De son côté Maxime Vivas s'intéresse à la seule source américaine¹¹⁸ qui a critiqué l'étude d'Adrian Zenz, et se contente de relayer les arguments du site en question : TheGrayzone. Ce site n'est pas, comme le décrit Maxime Vivas, « un site web d'information basé aux États-Unis », il s'agit plutôt d'un blog militant au service des causes de son fondateur et principal contributeur Max Blumenthal, régulièrement accusé de verser dans le complotisme¹¹⁹. Il s'agit en tout cas d'un média d'opinions de gauche voire d'extrême-gauche, critiqué¹²⁰ pour ses prises de position ouvertement pro-régimes autoritaires. Ses contenus doivent être dans tous les cas analysés avec circonspection, précaution que ne prend pas Maxime Vivas.

Dans l'article à charge qu'il cite, le lecteur assiste surtout à une attaque en règle contre Adrian Zenz, sa personne, son passé et son identité philosophique et religieuse. L'attaque *ad personam*, comme souvent, est ici l'arme privilégiée, comme d'ailleurs souvent de la part de Maxime Vivas, qui pourtant se plaint régulièrement des mêmes procédés à son encontre sur Twitter. En plus de Max Blumenthal, l'article est signé Ajit Singh qui, sur Twitter¹²¹, se présente comme « journaliste d'investigation », avec pour sujet d'intérêt « l'impérialisme et la nouvelle guerre froide de Washington contre la Chine ». En matière d'objectivité sur les sujets touchant à la Chine, on peut certainement espérer mieux. L'article en question ne reprend pas l'étude dans son intégralité, mais se contente de pointer une de ses faiblesses reconnues (le nombre limité de témoins sur un sujet en particulier) pour tenter de délégitimer l'ensemble. Ce n'est pas un travail académique sérieux et critique, c'est une tribune à charge de la part de « journalistes » surtout connus pour leurs prises de position controversées.

Maxime Vivas explique en conclusion de cette partie que l'étude d'Adrian Zenz a été démontée par des universitaires chinois, mais il ne cite aucune source, ni référence. En Occident, l'étude

¹¹⁵ <https://www.globaltimes.cn/page/202102/1214858.shtml>

¹¹⁶ <https://www.ushmm.org/online-calendar/event/macpgppgdc0320>

¹¹⁷ <https://jamestown.org/program/xinjiangs-rapidly-evolving-security-state/>

¹¹⁸ <https://thegrayzone.com/2019/12/21/china-detaining-millions-uyghurs-problems-claims-us-ngo-researcher/>

¹¹⁹ <https://www.conspiracywatch.info/syrie-la-theorie-du-complot-aura-t-elle-la-peau-de-loiac.html>

¹²⁰ <https://www.commentary.org/articles/bruce-bawer/useful-idiot19/> et <https://www.axios.com/grayzone-max-blumenthal-china-xinjiang-d95789af-263c-4049-ba66-5baedd087df4.html> et

<https://www.codastory.com/disinformation/grayzone-xinjiang-denialism/>

¹²¹ <https://twitter.com/ajitxsingh>

d'Adrian Zenz a bien été décortiquée¹²², ses limites ont été identifiées, mais personne (de sérieux) ne conteste plus la validité de ses conclusions¹²³, en dépit de certaines approximations reconnues par l'auteur. Plus que la déclaration de Mme McDougall évoquée plus haut, c'est probablement cette étude qui a poussé la Chine à officialiser l'existence de camps d'internement, les fameux « centres d'apprentissage professionnel » légalisés en novembre 2018. Si Adrian Zenz s'est probablement fait intoxiquer sur le sujet du « SOS Ouïghour » dans une chaussure North Face relayé sur Twitter, cela ne remet pas en cause la qualité de son travail et la validité de ses conclusions. Et Maxime Vivas, qui a écrit un livre sur les Ouïghours, parvient lui aussi à faire parfois des contresens complets sur les articles qu'il cite sur Twitter¹²⁴ à ce sujet.

Maxime Vivas profite de l'affaire du Tweet litigieux d'Adrian Zenz pour mentionner les travaux de l'*Australian Strategic Policy Institute* (ASPI) sur les Ouïghours. Ce think tank australien, proche du département d'État américain, et financé au moins partiellement par les États-Unis et par des industriels de la défense, est effectivement en pointe sur la question ouïghoure en Australie. Il aurait largement contribué au renversement d'opinion au sujet de la Chine en Australie constaté depuis plusieurs années¹²⁵, sachant que jusqu'en 2015 environ, l'Australie s'imaginait bien en partenaire privilégié de la Chine dans la région Asie Pacifique. Compte tenu de ses financeurs connus et supposés, on pourra aussi juger qu'il a tout intérêt à alimenter un climat anxigène vis-à-vis de la Chine. Cela étant dit, cela nous renseigne sur les motivations de ce Think tank et sur ce que nous pourrions appeler sa « ligne éditoriale ». Insistons à nouveau sur un point : cela ne dit rien a priori de la justesse de ses analyses ou de la véracité des informations collectées, traitées et transmises. Quoi qu'il en soit, ce think tank est à ce titre une cible récurrente des médias d'État chinois depuis plusieurs années.

Parmi les attaques auxquelles la Chine s'est sentie obligée de répondre, l'analyse et l'identification des fameux camps d'internement sur photos satellites par l'ASPI en novembre 2018¹²⁶. Via un média chinois¹²⁷, la Chine a publié un cinglant démenti de l'analyse faite de ces photos satellites qui montrent a priori la construction de camps vastes et que l'on pourrait qualifier de fortifiés (murs d'enceinte, miradors...). Le site administré par Maxime Vivas s'est lui-même fait l'écho¹²⁸ de la réponse chinoise à l'ASPI, sans toutefois la remettre en cause ou interroger à un seul instant son contenu. On ne pourra pas reprocher à Maxime Vivas d'être inconstant dans sa fidélité et sa confiance envers les médias chinois... Mais le démenti chinois, fondé sur des photos comparatives prises au sol, a tout sauf convaincu : même les lecteurs de *LeGrandsoir.info* n'achètent pas la version vendue par la Chine (voir les commentaires de l'article sur ce sujet). Certains notent en effet des erreurs manifestes dans le droit de réponse chinois tandis que d'autres ont constaté que les photos utilisées par la Chine dataient de plusieurs années, avant que certains sites ne prennent l'ampleur que l'on constate aujourd'hui, et avant surtout que ne soient visibles les dispositifs de sécurité qui ont attiré l'attention. De plus, les médias chinois ne se positionnent que sur 4 cas, sachant que l'ASPI en a recensé

¹²² <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/features/where-did-one-million-figure-detentions-xinjiangs-camps-come>

¹²³ https://www.newsweekjapan.jp/stories/world/2018/03/89-3_1.php

¹²⁴ <https://twitter.com/MaximeVivas/status/1457281920195301378>

¹²⁵ <https://www.afr.com/policy/foreign-affairs/the-think-tank-behind-australia-s-changing-view-of-china-20200131-p53wgp>

¹²⁶ <https://www.aspi.org.au/report/mapping-xinjiangs-re-education-camps>

¹²⁷ <https://www.globaltimes.cn/page/202011/1208288.shtml>

¹²⁸ <https://www.legrandsoir.info/le-xinjiang-publie-des-photos-de-sites-presentes-comme-des-centres-de-detention-des-ouighours-par-des-images-satellites.html>

plusieurs dizaines (28 localisations ont été analysées dès novembre 2018¹²⁹). D'autres sources en référencent près d'une centaine¹³⁰.

Comment vérifier que l'usage de ces sites correspond bien à ce qu'en dit la Chine, considérant que les journalistes occidentaux ont les plus grandes difficultés à travailler dans cette région ? Et comment justifier qu'une maison de retraite ou une école soit entourée de murs d'enceintes, de miradors et de barbelés (visibles sur les photos satellites) ? Pour autant, il reste possible que sur l'ensemble du panel analysé, l'ASPI ait commis des erreurs d'interprétation. Comme cela s'est déjà vu sur d'autres cas, les médias chinois se servent de certaines erreurs ou approximations pour délégitimer l'ensemble des travaux. Comment expliquer en parallèle que, sur l'équivalent chinois de Google Maps (Baidu Maps), la Chine masque¹³¹ désormais les localisations des fameux sites étudiés ? Pourquoi cacher à la vue des internautes chinois (les Occidentaux se servent peu de Baidu) des écoles et des maisons de retraite ? Il est également notable de lire que les médias chinois s'insurgent contre l'expression de « camps de concentration », un vocable très chargé historiquement et symboliquement. Or, si certains médias occidentaux¹³² se sont effectivement aventurés à faire le rapprochement, cette expression n'est pas utilisée par l'ASPI. Quoi qu'il en soit, l'étude de l'ASPI reste valable indépendamment du nombre de camps identifiés et indépendamment de ses financements : même en imaginant une opération commanditée par les États-Unis, les sites en question existent bien, avec leurs miradors et leurs murs d'enceinte barbelés. Ils n'ont pas été inventés par l'ASPI. Les questions posées par les analyses de photos satellites de l'ASPI n'ont pas reçu de réponse satisfaisante de la Chine. Et puisque Maxime Vivas semble apprécier les raisonnements logiques, posons-nous la question suivante : pourquoi construire ou agrandir massivement de gigantesques « écoles » (ou assimilées), tel que le prétendent les médias chinois, dans une région dont le taux de natalité est en chute libre ?

En effet, au milieu de sa diatribe contre Adrian Zenz, Maxime Vivas revient sur un sujet fondamental au sujet du Xinjiang : la démographie, sujet qu'il a évoqué sans le développer en introduction de son livre. Mais Maxime Vivas ne creuse pas au-delà de 2018 sur ce sujet très important. Or, pour un livre paru fin 2020, Maxime Vivas aurait pu trouver des chiffres plus récents, comme ceux de 2019¹³³, disponibles en ligne auprès de l'organisme officiel chinois de statistiques. Dès la mi-2020, certaines voix s'étaient élevées pour alerter sur l'évolution démographique¹³⁴ au Xinjiang. Une analyse des chiffres officiels chinois aurait révélé à Maxime Vivas que le taux d'accroissement naturel (différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité) dans la province du Xinjiang est passé par exemple de 11,4 pour 1000 en 2017¹³⁵ à 3,69 pour 1000 en 2019.

Certes, la population globale du Xinjiang continue de croître, mais beaucoup moins vite que précédemment : le taux d'accroissement naturel a été divisé par trois en deux ans. Le taux de mortalité ne bougeant quasiment pas, cette baisse est largement due à la chute du taux de natalité entre 2017 et 2019, passé de 15,34 pour 1000 en 2017 à 8,14 en 2019, soit une chute de 47 % en deux ans. De mémoire de démographe, hors guerres ou catastrophes naturelles de très grande

¹²⁹ <https://www.abc.net.au/news/2018-11-01/satellite-images-expose-chinas-network-of-re-education-camps/10432924>

¹³⁰ <https://medium.com/@shawnwzhang>

¹³¹ https://www.buzzfeednews.com/article/alison_killing/satellite-images-investigation-xinjiang-detention-camps

¹³² <https://networks.h-net.org/node/22055/discussions/6481404/new-aspi-resource-mapping-continually-expanded-xinjiang-camps>

¹³³ <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2020/indexeh.htm>

¹³⁴ <https://apnews.com/article/ap-top-news-international-news-weekend-reads-china-health-269b3de1af34e17c1941a514f78d764c>

¹³⁵ <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2017/indexeh.htm>

ampleur, jamais une chute du taux de natalité d'une telle ampleur n'a été constatée¹³⁶ ailleurs dans le monde sur une période aussi courte. Les explications de cette chute du taux de natalité sont pourtant à la base des accusations de génocide contre la Chine, les détracteurs de la Chine y voyant les résultats d'une politique de stérilisation forcée. Or, « *toutes mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe* » correspond bien à la définition d'un génocide, au sens de l'ONU (Article II de la Convention sur le génocide¹³⁷).

La Chine s'est de son côté expliqué sur cette baisse : l'ambassade de Chine aux États-Unis a ainsi justifié dans un tweet (supprimé depuis) cette chute de près de 50 % par la promotion intensive de l'émancipation des femmes et de l'égalité entre les sexes¹³⁸. Le problème est que cette affirmation se fonde sur une source chinoise unique, un rapport¹³⁹ de Li Xiaoxia, chercheur au Xinjiang Development Research Center (il est aussi ailleurs présenté comme directeur de l'Institute of Sociology at the Xinjiang Academy of Social Sciences), paru en janvier 2021 et intitulé « *An Analysis Report on Population Change in Xinjiang* ».

« L'étude » en question, publiée sur un média généraliste propriété de l'État chinois (et non dans une publication scientifique à comité de lecture) ne fournit aucune donnée ni aucune source, et se contente d'expliquer par exemple : « *fertile women accept tubal ligation and IUD operation spontaneously* ». L'étude ajoute plus loin : « *In 2018, both fertility rate and natural growth rate of ethnic minority population (the Uygur population in particular) in Xinjiang decreased significantly. All of these can be attributed to the strict implementation of the family planning policy, and the acceleration of relatively hysteretic transition of ethnic minority population as a result of rapid economic and social development in recent years.* » Les termes « *spontaneously* » et « *strict implementation* » mériteraient en particulier d'être plus clairement définis et explicités. Ceci serait d'autant plus important que l'auteur de cette « étude » se serait illustré quelques années auparavant par des prises de position nettement moins mesurées¹⁴⁰ sur les problèmes que pourrait poser un différentiel de natalité trop important entre ethnies du Xinjiang, notamment vis-à-vis de l'ethnie Han (majoritaire dans le reste de la Chine), dont le taux de natalité ne remonte pas en dépit de l'abandon de la politique de l'enfant unique en 2015.

Sans aucune justification, ni explication sur la façon dont sont tirées les conclusions évoquées dans cette étude qui se veut scientifique, sa valeur peut légitimement être mise en doute : elle ne respecte aucun des canons académiques propres aux publications de travaux de recherches, sur le fond comme sur la forme. C'est au mieux une tribune reflétant l'opinion de l'auteur. Indépendamment des questions d'objectivité et d'indépendance de l'auteur, qui est probablement le spécialiste qu'il prétend être sur ces questions sociologiques, cette tribune de quelques pages ne peut pas être considérée comme preuve scientifique ou démonstration de quoi que ce soit. Or c'est bien ce qu'a tenté de faire l'ambassade de Chine aux USA avant finalement de supprimer son tweet.

Les sarcasmes de Maxime Vivas sur les hypothèses d'Adrian Zenz se heurtent à la réalité des statistiques démographiques chinoises. Notons d'ailleurs à ce sujet que la Chine ne les détaille plus depuis 2020 : l'édition 2021¹⁴¹ ne donne plus les taux de natalité par région, mais

¹³⁶ <https://apnews.com/article/beijing-china-race-and-ethnicity-health-religion-5aab6b4b99263b535ff1d0e9ae890b8f>

¹³⁷ <https://www.un.org/fr/genocideprevention/genocide.shtml>

¹³⁸ <https://abcnews.go.com/International/chinese-embassy-tweet-ughurs-birth-rate-draws-instant/story?id=75118569>

¹³⁹ <https://www.chinadaily.com.cn/a/202101/07/WS5ff6a2e4a31024ad0baa1227.html>

¹⁴⁰ http://web.archive.org/web/20190727045107/http://www.shehui.pku.edu.cn/upload/editor/file/20180829/20180829171343_5582.pdf et <https://foreignpolicy.com/2020/07/01/china-documents-ughur-genocidal-sterilization-xinjiang/>

¹⁴¹ <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2021/indexeh.htm>

uniquement le taux national. Il n'est pas infondé de se demander les raisons qui ont poussé à ce changement dans la présentation des statistiques.

À noter enfin qu'Adrian Zenz fait manifestement l'objet d'une campagne d'attaques informationnelles via un réseau de sites douteux, dont certains ont attiré l'attention récemment (ceux ayant pour adresse électronique de contact powerhayden58@gmail.com, déjà identifié dans des campagnes de dénigrement¹⁴² à l'échelle internationale). Le même article se retrouve traduit au moins en Français¹⁴³, en anglais¹⁴⁴ et en allemand¹⁴⁵, sur des sites étrangement ressemblants. Pour l'instant, personne ne sait qui se trouve derrière ces sites se comptant par dizaines dans autant de langues, mais l'investissement nécessaire au déploiement d'une telle infrastructure web n'est clairement pas à la portée de particuliers.

Sur un strict plan de la temporalité, la réaction de Maxime Vivas aurait été compréhensible, à chaud, en 2018, moment où sortent les différentes études mentionnées dans cette partie un peu fourre-tout. Elle est incompréhensible fin 2020, au moment où sort son livre, considérant que la Chine a officiellement admis la détention (la Chine parle de « formations » en centres fermés) d'un nombre de personnes au Xinjiang globalement similaire à celui auquel Adrian Zenz arrive en conclusion (et probablement sous-estimé). La Chine ne s'est d'ailleurs jamais risquée à avancer que les documents analysés par Adrian Zenz étaient faux ; elle se contente de réfuter les conclusions qu'en tire Adrian Zenz. On notera également que Maxime Vivas ne mentionne pas dans son livre les *Xinjiang Papers*¹⁴⁶, autre récolte de documents officiels chinois dévoilés par le New York Time en novembre 2019, et qui confirment une partie des conclusions d'Adrian Zenz. Pas plus qu'il ne fait allusion au *China Cables*¹⁴⁷, enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) sortie au même moment. Quoiqu'il en soit, il est incompréhensible que ce type de commentaires puisse encore se lire dans un livre publié fin 2020, au regard de ce que la Chine a admis entre temps et de ce que l'on a appris (à ses dépens) sur ces sujets.

Pages 76 et 77, Maxime Vivas revient sur le cas de Zumret Dawut, une Ouïghoure dont le témoignage¹⁴⁸ viendrait confirmer l'existence de pratiques de stérilisation forcée.

Maxime Vivas ne croit manifestement pas ce témoignage et cite un certain nombre d'éléments à charge contre ce « témoin ». Le problème est que Maxime Vivas précise lui-même la source de ses informations, du reste aisément identifiable : l'ambassade de Chine en France, dont il reprend le texte¹⁴⁹ quasiment mot pour mot. L'ambassade n'étaye son argumentation par aucun document ni aucune donnée, quelle qu'elle soit. Elle affirme et assène ses vérités. Cependant, le fait de désigner nommément le frère de l'intéressé, resté en Chine, pourrait être interprété comme une menace à peine voilée contre celui-ci. Cette hypothèse ne peut pas être écartée : le système judiciaire chinois reconnaît en effet implicitement une responsabilité collective et familiale vis-à-vis de certains actes¹⁵⁰, et admet une sorte de « culpabilité par association » dans

¹⁴² <https://www.fr.de/panorama/charlene-von-monaco-fuerst-albert-rufmord-attacken-kampagne-vorwuerfe-ehestreit-royals-news-91131158.html>

¹⁴³ <https://www.cablechronicles.com/adrian-zenz-a-ete-expose-a-recevoir-des-fonds-de-hauts-responsables-americaains-pour-fraude-universitaire/>

¹⁴⁴ <https://birminghamtimes.uk/2021/10/03/adrian-zenz-was-exposed-to-receiving-funds-from-high-level-u-s-officials-for-academic-fraud/>

¹⁴⁵ <https://www.fair-news.de/2888016/adrian-zenz-wurde-entlarvt-weil-er-gelder-von-hochrangigen-us-beamten-fuer-akademischen-betrug-erhielt/amp>

¹⁴⁶ <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html>

¹⁴⁷ <https://www.icij.org/investigations/china-cables/about-the-china-cables-investigation/>

¹⁴⁸ https://www.youtube.com/watch?v=lZeJLYkCZ3c&ab_channel=BBCNewsnight

¹⁴⁹ http://www.amb-chine.fr/fra/zfzi/202008/t20200802_10010827.htm

¹⁵⁰ <https://www.lesechos.fr/monde/chine/en-punissant-les-parents-la-chine-sattaque-a-nouveau-a-education-des-enfants-1357788>

les cas les plus graves (terrorisme ou sédition) prenant au moins la forme d'une surveillance renforcée.

Bien que ce soit sur la question de la stérilisation forcée qu'il soit attaqué, le témoignage de Zumret Dawut ne se limite pas à cet aspect. Il fait aussi état des conditions de détention déplorables¹⁵¹ des femmes ouïghoures au sein des « fameux camps de formation ». Maxime Vivas comme l'ambassade de Chine en France restent muets sur ce point, qui vient pourtant étayer la version d'une tout autre réalité derrière la « lutte contre la pauvreté » au sein de ces camps d'internements.

Dans les deux pages suivantes, Maxime Vivas revient de manière aussi succincte sur le cas d'Enver Tohti, ancien médecin Ouïghoure qui aurait participé à des prélèvements d'organes illicites à destination des pays arabes, avant, a priori, de se rétracter.

L'argumentation de Maxime Vivas est ici particulièrement confuse, considérant qu'il entremêle faits réels et supposition sur un même plan. Ainsi Maxime Vivas nous explique que si le témoignage¹⁵² d'Enver Tohti était crédible, il aurait toutes les raisons d'être inquiété par la justice. C'est discutable, considérant que pour une infraction réalisée en Chine par un citoyen chinois, c'est en théorie la justice chinoise qui est seule compétente, la Chine n'étant pas sous juridiction de la Cour pénale internationale par exemple. Mais cette absence de poursuite judiciaire serait, selon lui, la preuve que son témoignage est bidon. Mais Maxime Vivas nous explique ensuite qu'en plus l'intéressé se serait rétracté « en entendant le bruit des menottes », indiquant donc qu'un processus judiciaire a bien démarré quelque part, et donc finalement, que son témoignage a intéressé la justice. Maxime Vivas nous explique donc, en l'espace de quelques lignes, que le témoignage d'Enver Tohti ne vaut rien parce qu'il n'a pas intéressé la justice, et qu'il ne vaut rien parce qu'il s'est rétracté une fois menacé par la justice...

De plus, la source de cette information de Maxime Vivas sur son éventuelle rétraction n'est pas mentionnée et on ne trouve pas trace d'un tel événement sur internet, l'intéressé ayant à plusieurs reprises confirmé ses déclarations, sachant qu'il a aussi apporté quelques preuves matérielles pour appuyer ses dires¹⁵³. Notons aussi que les déclarations d'Enver Tohti de 2013 ont été partiellement confirmées en 2014 par certaines autorités médicales de pays arabes, dont l'Arabie Saoudite¹⁵⁴.

Pages 80 à 83, Maxime Vivas revient, de façon très critique, sur deux articles de Libération et du Monde de 2020 et 2019 décrivant les pratiques de « lavage de cerveau » dans les écoles du Xinjiang, en parallèle d'une sinisation menée de façon coercitive. Maxime Vivas explique que cela ne correspond en rien à ce que lui a constaté sur place lors de l'un de ses voyages au Xinjiang. Maxime Vivas nous dresse à l'inverse le portrait d'une école inclusive, fondée sur des principes de « bien-vivre ensemble », mais « protégée » de façon visible contre les menaces terroristes.

Sur la forme, constatons déjà qu'il faut parcourir environ la moitié de l'ouvrage avant de trouver la première mention de ses voyages au Xinjiang. Considérant que la légitimité « académique » de Maxime Vivas se fonde en grande partie sur sa qualité de témoin s'étant rendu sur place, on notera que ce « levier de légitimité » est utilisé avec une grande parcimonie.

Sur le fond, il n'y a aucune raison de douter que Maxime Vivas restitue avec fidélité et justesse ce qu'il a vu et ce qu'il a compris de ce qu'il a vu. Mais Maxime Vivas le précise lui-même, il n'a visité qu'une seule école, qui plus est dans le cadre d'un voyage organisé par les autorités

¹⁵¹ <https://foreignpolicy.com/2021/03/12/uyghur-women-are-chinas-victims-and-resistance/>

¹⁵² <https://www.dailyrecord.co.uk/news/uk-world-news/surgeon-claims-china-still-harvests-1816592>

¹⁵³ <https://eng.the-liberty.com/2018/7286/>

¹⁵⁴ <https://www.arabianbusiness.com/industries/healthcare/410-saudis-said-buy-organs-on-black-market-547480>

chinoises. Cela n'est pas indiqué, mais il semble peu probable que Maxime Vivas ait été autorisé à visiter une école choisie au hasard. De fait, sans parler de villages Potemkine, il est tout à fait possible que Maxime Vivas ait visité une école « vitrine », certes exemplaire, mais dont les caractéristiques ne peuvent être tenues pour communes à toutes les écoles du pays. Cette possibilité ne peut pas être écartée dans le contexte d'un voyage encadré. La confiance n'exclut pas la méfiance dit le proverbe africain, et si Maxime Vivas se présente comme un « vieux renard de l'observation critique des médias », il semble bien indulgent (naïf ?) quand il s'agit des informations que lui présente les autorités chinoises.

Page 83, Maxime Vivas revient de façon très brève sur la question du nombre des mosquées au Xinjiang, avec à l'appui de ses dires des chiffres dont il ne donne pas la provenance. Le sujet est âprement discuté considérant que la Chine pourrait avoir volontairement détruit un certain nombre d'édifices religieux. Maxime Vivas explique ces destructions en une phrase : les mosquées délabrées ont été détruites, pour résumer.

Il est possible que ce soit effectivement le cas pour un certain nombre d'entre elles. Néanmoins cette explication semble peu compatible, non seulement avec le nombre de mosquées concernées (une projection statistique de l'ASPI, après analyse d'un échantillon représentatif, nous amène au chiffre de 16 000 mosquées détruites ou endommagées¹⁵⁵), mais aussi avec la variété des monuments religieux concernés : la Chine s'attaquerait non seulement aux mosquées, mais également aux mausolées et aux cimetières musulmans. Bien avant l'ASPI, c'est Bellingcat¹⁵⁶ et The Guardian¹⁵⁷ qui les premiers avaient alerté sur ces destructions, qui d'ailleurs dans nombre de cas ne sont pas des destructions complètes, mais des « réaffectations » des mosquées concernées : dômes et minarets sont abattus, mais les bâtiments principaux et salles de prières sont conservés. Ces actions pourraient être interprétées comme la volonté de diminuer la visibilité religieuse dans l'espace public, en cohérence avec la suspicion¹⁵⁸ qu'entretiennent les autorités chinoises envers le fait religieux, quel qu'il soit.

Page 84 et 85, Maxime Vivas illustre le sujet du fait religieux par son expérience au Tibet et cite l'ouvrage qu'il a écrit à ce propos.

N'étant pas au fait du contenu de ce livre, il nous est impossible de juger de la pertinence des arguments employés ici.

Page 86 et 87, Maxime Vivas conclut ce chapitre essentiel de son ouvrage en synthétisant sa pensée : ce que nous pensons savoir de la Chine au sujet du Xinjiang est faux. Maxime Vivas met cette méprise sur le compte de notre « passé colonisateur » teinté de « suprématie blanche », et de la facilité dans laquelle tombent les journalistes qui se recopient entre eux sans vérification des sources.

Maxime Vivas reprend ici l'un des arguments clés des autorités chinoises : en raison de notre passé peu glorieux sur certains aspects, nous ne serions pas fondés à nous prononcer sur les actions de la Chine. Ce serait pour la Chine et Maxime Vivas en quelque sorte « l'hôpital qui se fiche de la charité ». C'est un procès en légitimité de l'accusateur plus qu'en véracité des accusations qui est fait ici. Or, l'argument en lui-même est à double-tranchant : son but n'est pas de nier ou de réfuter les accusations, mais de nous placer dans le même camp que ceux que nous accusons. En utilisant de tels arguments, le but du message n'est pas de mettre l'accent sur l'innocence de la Chine, mais de partager sa culpabilité, tout en occultant que notre « passé colonisateur » remonte à 60 ans maintenant (en prenant les accords d'Évian comme fin de notre

¹⁵⁵ <https://www.la-croix.com/Monde/Chine-detruit-milliers-mosquees-Xinjiang-2020-09-27-1201116343>

¹⁵⁶ <https://www.bellingcat.com/news/rest-of-world/2019/04/05/are-historic-mosques-in-xinjiang-being-destroyed/>

¹⁵⁷ <https://www.theguardian.com/world/2019/may/07/revealed-new-evidence-of-chinas-mission-to-raze-the-mosques-of-xinjiang>

¹⁵⁸ <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2020/06/Asia-Focus-142.pdf>

période coloniale pour la France). Les limites de cet argument se situent aussi sur un constat plus terre à terre : tous les accusateurs de la Chine ne sont pas d'anciennes puissances coloniales et/ou ne sont pas toutes « blanches », comme la Turquie par exemple¹⁵⁹.

Conclusion intermédiaire du chapitre 2

Au terme de ce deuxième chapitre, censé être le cœur de la démonstration de Maxime Vivas, le lecteur ne peut que constater la faiblesse, voire l'imposture, de la démonstration, et surtout l'absence de toute preuve de désinformation. Maxime Vivas a certes fait une synthèse relativement complète des organisations qui interviennent sur la question ouïghoure, et rappelé les liens financiers de certaines d'entre elles avec les États-Unis. Ces liens sont dans la quasi-totalité des cas de notoriété publique et sont pour certains anciens. Mais les « preuves » apportées par Maxime Vivas s'arrêtent là, sans que le lecteur sache comment un lien financier suppose forcément une subordination des bénéficiaires des fonds – ce que suggère implicitement Maxime Vivas – et si cette subordination supposée implique la fabrication et/ou la diffusion de fake news. Maxime Vivas semble faire de la convergence d'intérêts (de toute évidence, les USA ont tout intérêt à soutenir les associations Ouïghoures pour nuire à la Chine) un lien de subordination et une justification pour la diffusion voire la fabrication de fake news, sans avoir pourtant démontré ni l'un ni l'autre.

Pour Maxime Vivas, si vous êtes critique de la Chine, et si vous avez des liens, même distants avec les États-Unis, vos informations sont nécessairement suspectes, voire à considérer tout de suite comme mensongères. Maxime Vivas fait de cette « évidence » un présupposé permanent : les relais d'opinions occidentaux n'auraient aucun scrupule à fabriquer ou à diffuser de fausses informations, au nom d'une posture antichinoise forcément alignée sur les États-Unis. Non seulement ce postulat est une imposture méthodologique, mais Maxime Vivas ne démontre jamais en quoi certains faits qu'ils dénoncent sont faux et relayés à dessein comme faux (les deux éléments sont importants). À l'inverse, concernant la Chine, Maxime Vivas fait preuve d'une indulgence éminemment suspecte, considérant que la Chine a menti officiellement sur au moins deux sujets : l'existence de prélèvements d'organes sur des condamnés à mort jusqu'en 2005, la construction de camps d'internements au Xinjiang jusqu'en 2018. Sauf à être instrumentalisé consciemment par la Chine, il est incompréhensible que Maxime Vivas puisse être à la fois aussi suspicieux et critique des informations de sources occidentales, tout en étant aussi permissif et laxiste avec les informations d'origine chinoise (jusqu'à paraphraser les communiqués officiels ou des articles de médias chinois).

Les fake news que l'auteur prétend montrer du doigt ne correspondent à rien de plus qu'à sa conviction profonde (et peut-être sincère), en désaccord avec les faits rapportés par tels médias ou par telles organisations. À aucun moment, Maxime Vivas ne prouve la fausseté des informations qu'il analyse : il affirme, assène, martèle, mais ne prouve rien. Le lecteur dénué d'a priori, et soucieux de creuser les points soulevés par Maxime Vivas, constatera rapidement que Maxime Viva a opéré une sélection drastique des sources mobilisées dans ce livre, jusqu'à invoquer des sites aux contenus discutables, pour le moins. À l'inverse, il semble avoir écarté ou ignoré toutes les sources (et elles sont nombreuses) qui l'auraient amené, a minima, à nuancer son propos. Maxime Vivas n'est certes pas journaliste, mais puisqu'il a rappelé la Charte de Munich en introduction, il ferait bien de relire le devoir n° 3 : « *Publier seulement les informations dont l'origine est connue ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et les documents* ». Pour défendre sa « thèse » Maxime Vivas a non seulement concentré son propos sur quelques rares sources allant dans son sens (et le plus souvent peu dignes de foi), mais il a en parallèle supprimé du champ du débat toutes les informations contradictoires. Une telle démarche serait indigne d'un simple étudiant, quelle que soit la matière, et il serait intéressant d'interroger l'éditeur sur la nécessaire attention qu'il doit porter au contenu des livres qu'il édite, compte tenu de sa responsabilité légale en la matière.

¹⁵⁹ <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/ouighours-la-turquie-convoque-l-ambassadeur-chinois-20210406>

Très critiquable sur la forme, la méthode argumentaire de Maxime Vivas l'est également sur le fond. Il se montre extrêmement sévère et pointilleux avec les déclarations du « camp adverse » jusqu'à se focaliser *ad nauseam* sur des erreurs admises de longue date ou des approximations reconnues, et sans grand intérêt sur le fond, pour délégitimer l'intégralité du propos. Cette méthode dite de « lecture hypercritique » est par exemple une caractéristique des thèses négationnistes. De plus, la chronologie des faits proposés par Maxime Vivas est incohérente non seulement avec l'actualité du sujet qu'il traite, mais également avec ses propres écrits sur LeGrandsoir.info. Le fait que son récit s'arrête, dans l'immense majorité des cas, en 2018 est également problématique pour un livre publié fin 2020, considérant que nombre de pièces à charge sont sorties depuis 2018. Comment interpréter par exemple sa présentation biaisée de certaines statistiques s'arrêtant en 2018 (taux de natalité au Xinjiang en particulier), alors que les éléments pour 2019 étaient disponibles ? Soit il s'agit d'une tentative manifeste de tromper le lecteur, soit Maxime Vivas se contente de paraphraser les communiqués des diverses ambassades chinoises, sans aucune vérification ni distance critique (reproche qu'il fait lui-même de façon permanente à la presse...). Ces deux hypothèses ne sont pas exclusives l'une de l'autre.

Chapitre 3 : D'autres tromperies ?

À compter de la page 91 et jusqu'à la page 112, commence pour Maxime Vivas une charge en règle contre la presse, en détaillant les nombreux cas pour lesquels il est avéré que la presse a, dans un premier temps, relayé de fausses informations. Du Venezuela au Koweït, en passant par le Brésil, la France (affaire d'Outreau), l'Ukraine (Tchernobyl) et la Chine, Maxime Vivas nous sert une liste de cas d'approximations et de relais d'informations douteuses par la presse.

Les exemples mobilisés par Maxime Vivas à l'appui de son hypothèse de médias menteurs et manipulateurs sont attestés sans le moindre doute. Mais l'usage que fait Maxime Vivas de ces exemples est un contresens pour ce qui est de sa démonstration : ce sont ces mêmes médias cloués au pilori qui, dans l'immense majorité des cas, ont éventé peu de temps après les supercheries mentionnées ici. On passera sur les approximations de Maxime Vivas qui témoigne d'un survol des sujets (dans l'affaire d'Outreau par exemple, s'il s'agit bien avant tout d'un fiasco judiciaire, tous les accusés n'ont pas été innocentés comme le dit Maxime Vivas, quatre condamnations ont été prononcées sans que les condamnés fassent appel), l'essentiel n'est pas là : il y a incompréhension sur le rôle et la fonction des médias. Cette partie atteste d'une réalité fondamentale concernant Maxime Vivas : il ne comprend pas le fonctionnement de la presse, il ne saisit pas quel est son métier, quels sont ses process et quelle est son utilité sociale.

Il est en effet admis de longue date que le prisme médiatique déforme les informations transmises, avec un rendu parfois très éloigné de la réalité. La question est bien ici de savoir si, concernant le Xinjiang, le problème est systémique, s'il y a eu diffusion de fausses informations et si les médias sont instrumentalisés ou complices d'une éventuelle manipulation de l'information. Alors, les médias ? Relais complaisants ou complices de mensonges pour nuire à la Chine ? Il convient déjà de rappeler quelques éléments fondamentaux sur la presse.

Professionnellement parlant, la presse relaie des informations obtenues auprès de sources variées, sources qui peuvent avoir intérêt à manipuler la presse à son insu (ou avec sa complicité), raison pour laquelle un journaliste doit normalement recouper les informations obtenues, via des sources tierces et indépendantes les unes des autres. C'est du moins la théorie.

À l'heure de Twitter et des chaînes d'informations en continu, cette exigence déontologique est clairement de moins en moins respectée. Il ne fait aucun doute que sont relayées désormais régulièrement par les médias de tous types des informations non vérifiées et non recoupées. Pour reprendre une expression des sites contributifs, la « modération se fait a posteriori » : on diffuse d'abord (parce que les médias sont des entreprises qui se battent dans un environnement ultra-concurrentiel pour des parts de marchés et d'audience), on vérifie ensuite. Rappelons ici

la maxime de Yvan Audouard, journaliste et écrivain français : « *Une information plus un démenti, cela fait deux informations pour le prix d'une. — Et c'est toujours la fausse qui reste dans les mémoires* ».

La presse a un devoir de précision, d'exactitude, de vérification et de correction vis-à-vis des informations qu'elle publie. Il ne faut pas pour autant faire de la presse un outil au service de la « vérité », celle-ci étant par essence contingente de faits perçus parfois différemment par les acteurs concernés ou les simples témoins. Médiatiquement parlant, la vérité est surtout affaire d'interprétations. Les devoirs de la presse et des journalistes résident néanmoins dans une démarche de contrôles et de vérifications des faits et de criblage des sources, ces deux éléments étant a priori à considérer indépendamment : les « antécédents » d'une source ne disent rien de la véracité ou non de l'information qu'elle rapporte, mais ils donnent une indication des vérifications nécessaires et éclairent bien souvent sur les motivations de la source en question.

Compte tenu de la spécificité du métier et des conditions dans lesquelles les journalistes exercent aujourd'hui, on peut admettre que la presse puisse diffuser des informations qui seront par la suite démenties. Cela fait désormais partie des aléas acceptables du métier, mais à deux conditions toutefois : que le lecteur ou le spectateur soit prévenu que l'information relayée n'a pas pu être confirmée par des sources indépendantes, et que l'information, l'article ou le reportage soient ensuite modifiés en fonction des nouvelles informations obtenues. Ces deux conditions ne sont pas toujours réunies, et la plupart des journalistes se contentent bien souvent de parler au conditionnel en présence d'une information non confirmée. Pour ce qui est des corrections, il y a eu des progrès notables sur la plupart des grands médias : les corrections apportées à un article apparaissent désormais sous forme d'un historique de modifications, sachant que le principe de ces modifications lui-même est aujourd'hui sous le feu de ceux qui critiquent les médias mainstream : ils les accusent de travestir la réalité au fur et à mesure des modifications. Un journaliste peut commettre des erreurs, et susciter en réaction des demandes de correction de ses lecteurs. Dans le pire des cas, cela s'appelle un droit de réponse, et c'est une démarche salutaire pour la profession, précisément parce qu'elle ne peut pas rester campée sur ses certitudes.

Mais tous les médias ne se plient pas à ces exigences. Autorisons-nous ici une parenthèse sur ce livre pour évoquer un sujet qui n'est pas sans rapport. Certains médias se permettent aussi sciemment de diffuser de fausses informations dans le but de tromper le public, au nom « d'intérêts supérieurs ». Pour rester dans notre sujet ouïghour, on peut penser récemment à la tribune¹⁶⁰ de la « journaliste française indépendante Laurène Beaumont » publiée par CGTN, média d'État chinois peu regardant sur la véracité ou l'exactitude des informations qu'ils relaient dans sa rubrique « Opinions ». Zheng Ruolin, ami de Maxime Vivas, a participé à la contre-offensive chinoise dans cette rubrique Opinions¹⁶¹, tout en omettant sciemment de préciser qu'il est lui-même employé de CGTN¹⁶². Outre cette indécatesse pour ses lecteurs, Zheng Ruolin accuse dans son article Antoine Bondaz d'avoir, entre autres, supprimé des tweets qui le mettaient en cause : or, non seulement c'est impossible (on ne peut que bloquer une personne sur twitter, on ne peut pas effacer les tweets de quelqu'un d'autre), mais les tweets « supprimés » en question sont encore en ligne¹⁶³.

Le sujet est plus sérieux qu'il n'y paraît, au sens où le compte en question n'a publié que ces deux tweets depuis sa création en mars 2021 (la tribune de Laurène Beaumont a été publiée le 28 mars) : il y a donc tout lieu de croire que c'est en réalité un faux compte utilisé comme outil d'influence contre Antoine Bondaz. On remarquera d'ailleurs que la capture d'écran fournie

¹⁶⁰ <http://www.politiquematin.fr/l-affaire-laurene-beaumont-cas-d-ecole-d-une-communication-mediatique-chinoise-en-mutation-51902>

¹⁶¹ <https://francais.cgtn.com/n/BfJEA-BAA-BAA/DccaEA/index.html>

¹⁶² <https://francais.cgtn.com/reporter/Zheng-Ruolin>

¹⁶³ https://twitter.com/mewmewchicago/with_replies

comme « preuve » a été faite une minute après la publication d'un des tweets en question : elle a donc été très probablement transmise à Zheng Ruolin par celui ou celle qui a créé ce compte et rédigé ces tweets. Il n'est pas absurde de se demander si ce n'est pas Zheng Ruolin lui-même qui l'a créé.

Une simple vérification sommaire des données de ce profil twitter suffit en tout cas pour le considérer comme problématique et, en tout cas, impossible à mentionner dans un article sérieux. Que penser donc de l'intervention de Zheng Ruolin, qui se sert d'un compte twitter, créé selon toute vraisemblance spécialement pour l'occasion, comme « témoin » contre Antoine Bondaz (compte qu'il a peut-être lui-même créé) tout en camouflant sa qualité de salarié de CGTN derrière le statut de « contributeur » de la rubrique Opinions sur CGTN ? Pourquoi Zheng Ruolin, qui se présente comme journaliste, cite-t-il dans son article un compte twitter qui a toutes les apparences du faux compte ? Cette question du professionnalisme et de la sincérité de Zheng Ruolin concerne directement notre sujet, puisqu'il s'agit d'un ami très proche de Maxime Vivas (voir entre autres la partie « remerciements » de l'ouvrage), ce dernier étant probablement informé sur les sujets chinois par son intermédiaire. Il est tout à fait possible d'imaginer que Zheng Ruolin déforme, consciemment ou non, les informations qu'il partage avec Maxime Vivas. Cette hypothèse expliquerait en tout cas beaucoup de choses lues dans ce livre. Maxime Vivas dernier ferait en tout cas bien de lui rappeler les principes de la Charte de Munich citée ici à plusieurs reprises.

Autre site, autres mœurs : sur l'affaire du MH17 abattu au-dessus de l'Ukraine en 2014, des sites prorusses comme Russia Today maintiennent encore en ligne des articles sur l'hypothèse de l'intervention d'un SU-25 ukrainien¹⁶⁴, hypothèse qui reposait (on le sait depuis) sur des preuves fabriquées par la Russie¹⁶⁵. Il faut attendre près d'un an avant de trouver sur ce même site une interview¹⁶⁶ qui revient sur cette version, une fois reconnu pour de bon le scénario du tir de missile. Mais les autres articles sont toujours en ligne, sans correctifs, ni commentaires.

Le site Legrandsoir.info administré par Maxime Vivas prête aussi le flanc à la critique de ce point de vue, considérant qu'il accepte des contributeurs sans « background check » et qu'il se vante de ne jamais retirer un contenu mis en ligne. Sous réserve de passer l'étape de la modération (dont les principes restent flous), un article est donc assuré de rester accessible *ad vitam aeternam*. Or, Legrandsoir.info relaie de la sorte des articles assimilables à des fake news, par exemple l'article signé « Moon of Alabama » et traduit par Viktor Dedaj (également administrateur de Legrandsoir.info) sur la position russe avant l'invasion de l'Ukraine¹⁶⁷ relève clairement de ce registre : sous couvert « d'opinion dissidente » (là où d'autres parlent de « réinformation », de contre-information, de « faits alternatifs », ou de « post-vérité »), l'auteur de cet article se livre à une tribune de désinformation : il nie la présence anormale de troupes russes à la frontière de l'Ukraine, en mettant cette « intox » sur le compte de la propagande US, comme si d'autres pays (dont la France) ne disposaient pas de leurs propres relevés satellites. Même les médias, via l'entreprise Maxar, disposaient de photos de source neutre pour se faire une idée de l'évolution de la situation. Cet article reprend la rhétorique du Kremlin et sera largement démenti par la suite des événements. Cet article est toujours en ligne, et d'autres du même tenant ont suivi.

Pour résumer, la presse et les médias peuvent faire des erreurs, mais cela devient une faute lorsque la dite-erreur n'est pas reconnue ou corrigée, ou pire, lorsque « l'erreur » a été commise à dessein. Or c'est toute l'ambiguïté de la démonstration de Maxime Vivas qui entend dénoncer

¹⁶⁴ <https://www.rt.com/news/174412-malaysia-plane-russia-ukraine/>

¹⁶⁵ <https://www.bellingcat.com/news/uk-and-europe/2015/01/10/su-25-mh17-and-the-problems-with-keeping-a-story-straight/>

¹⁶⁶ <https://www.rt.com/op-ed/240021-mh17-investigation-su25-ukraine/>

¹⁶⁷ <https://www.legrandsoir.info/le-renseignement-americain-a-trouve-des-allegations-faciles-a-refuter-concernant-une-attaque-russe-contre-l-ukraine.html>

et démontrer des mensonges : selon lui, la presse aurait commis tellement d'erreurs sur le Xinjiang que cela ne peut relever que la faute professionnelle, et donc de la tentative délibérée de manipuler l'opinion publique. Cette analyse aurait été juste si d'une part Maxime Vivas avait apporté la preuve de la fausseté de certaines informations (l'analyse du chapitre précédent indique que ce n'est pas le cas) et si, ensuite, Maxime Vivas avait prouvé que les médias analysés avaient connaissance du caractère mensonger desdites informations. Sur ce second point, Maxime Vivas apporte encore moins d'éléments et se contente de rappeler que la plupart des grands médias ont déjà par le passé relayé des mensonges ou considérés depuis comme tels (la compréhension des faits sur le moment était différente, attention aux anachronismes).

Cette perception des médias comme ayant un devoir de « vérité » est en réalité très problématique : les médias ont un devoir d'objectivité et de rigueur, et c'est déjà beaucoup pour certains. Il faut rappeler ici à Maxime Vivas qu'un « mensonge » de source officielle est une information, et que l'information est la matière première des médias. Les médias de tous bords ont relayé les mensonges de Vladimir Poutine au sujet de ses intentions en Ukraine pendant des mois avant l'invasion. Beaucoup suspectaient des mensonges, mais tous ont tout de même relayé l'information. C'est en réalité tout à fait normal : l'information ici n'est pas le « mensonge », mais le fait que Poutine ait dit un mensonge « face caméra » et que cela pourra être ressorti un jour. Maxime Vivas n'a d'ailleurs rien trouvé à redire sur ce sujet sur son site, au contraire, puisqu'il a participé au relais des mensonges en question, par contributeurs interposés.

En effet, même si cela n'a pas d'influence sur l'analyse de sa « démonstration » sur le Xinjiang, il aurait été préférable que Maxime Vivas commence par balayer devant sa porte, le site qu'il administre ne s'illustrant pas par la fiabilité des informations relayées et la crédibilité de ses « auteurs ». Rappelons-lui ici sa maxime favorite : « *pour monter au mâât...* ». Il est particulièrement piquant de la part de Maxime Vivas de prétendre attendre la vérité des médias, lui qui ne parvient pas à distinguer sur son propre site ce qui relève de l'intox et de l'opinion.

À noter que cette partie contient la deuxième et la troisième mentions du voyage de Maxime Vivas au Xinjiang ; elles sont suffisamment rares pour être signalées. Maxime Vivas termine cette litanie d'articles de presse sélectionnés par l'analyse de l'article d'Ursula Gauthier sur l'attaque de mineurs Han par des extrémistes ouïghours en 2015 : alors que la Chine qualifie cette attaque de « terroriste », Ursula Gauthier livre une vision différente des événements.

Maxime Vivas est en désaccord total avec cette vision de l'histoire, tandis qu'il souscrit à la version chinoise sans réserve. Maxime Vivas ne cite aucune source à l'appui de ses informations et se contente d'employer le sarcasme et l'ironie pour appuyer son propos. L'affaire Ursula Gauthier constitue d'ailleurs la première marque d'intérêt de Maxime Vivas pour le sujet ouïghour, en tout cas sur le site legrandsoir.info. Maxime Vivas reprend d'ailleurs très largement dans son livre ce qu'il a écrit à l'époque¹⁶⁸. Rappelons qu'à cette date, Maxime Vivas n'est jamais allé au Xinjiang et qu'il ne connaît rien de cette région. À l'inverse Ursula Gauthier, journaliste reconnue, respectée et primée, qui a tout de même passé près de deux décennies en Chine, parlant le mandarin, semble avoir un avis qui mérite au moins d'être écouté, sans être disqualifié sous le prétexte d'une expertise encore très nébuleuse à ce moment pour Maxime Vivas. Ce dernier tente aussi de la discréditer en mettant en cause sa qualité de témoin s'étant rendu sur place (elle écrirait à « 3000 km du Xinjiang »). Ce n'est pourtant pas ce dont atteste sa production journalistique¹⁶⁹. Quoi qu'il en soit, il reste surprenant de constater qu'en cinq ans, la position de Maxime Vivas n'a pas évolué d'un iota, sachant que la suite des événements a plutôt donné raison à Ursula Gauthier : rétrospectivement, sa lecture des événements de 2015 semble tout sauf dénuée de fondements : bien que peu d'éléments aient filtré à ce sujet, les

¹⁶⁸ <https://www.legrandsoir.info/pourquoi-ursula-gauthier-de-l-obs-a-du-quitter-la-chine-et-pourquoi-on-s-en-f.html>

¹⁶⁹ <http://www.ursulagauthier.fr/category/xinjiang/>

informations sur la période entre 2009 et 2015 (soit après les sanglantes émeutes au Xinjiang de 2009), au sujet la réponse sécuritaire de la Chine sur place, vont dans le sens d'une réponse « musclée ». Il n'y a que Maxime Vivas et la Chine pour penser que cela ne peut pas avoir de lien avec ce qui sera qualifié ensuite « d'actes terroristes ». Décorrélér le terrorisme de ses explications locales est un exercice périlleux : bien que « formés » à l'étranger, les terroristes contemporains sont désormais, la plupart du temps, des citoyens des pays qu'ils visent. Les raisons de ces attaques doivent donc aussi être recherchées localement. Cet aspect des choses est insuffisamment traité généralement, et la France ne fait pas exception.

Ce chapitre se clôt pages 113 et 114 sur la réaffirmation par Maxime Vivas de ses certitudes sur la bonne foi chinoise lorsqu'elle parle d'opérations antiterroristes au Xinjiang et d'éradication de la pauvreté. Précisons déjà que le sujet de l'éradication de la pauvreté en Chine et au Xinjiang fait consensus, bien que les modalités exactes du fulgurant développement économique chinois soient parfois interrogées (thème des expropriations de masse lors des constructions de grandes infrastructures comme les barrages par exemple). En revanche les modalités de la réponse sécuritaire de la Chine au Xinjiang sont clairement sujettes à caution. Maxime Vivas insiste pourtant lourdement sur sa certitude absolue sur ces deux points. Néanmoins ces deux pages n'apportent aucun élément factuel supplémentaire. La répétition c'est la pédagogie, dit-on, mais ce n'est pas une démonstration.

Conclusion intermédiaire du chapitre 3

D'un strict point de vue argumentaire, cette partie ne permet pas de faire avancer le débat, en tout cas dans le sens voulu par Maxime Vivas. Ce dernier y dresse un portrait à charge de la presse occidentale, fondé sur les erreurs qu'elle a pu commettre depuis un siècle (!). Cette partie repose avant tout sur une généralisation outrancière et un amalgame systématique entre des événements et des époques sans aucun rapport : « puisque A a relayé le mensonge B transmis par C dans des circonstances X, donc les informations D de A, dans des circonstances Y, sur un sujet qui arrange C, seraient forcément mensongères... » Comprenez qui pourra la logique du raisonnement. Que la presse ait commis par le passé le péché d'inexactitudes ou d'approximations (voire de relais de mensonges) ne permet pas de juger de la véracité des informations sur le Xinjiang. La volonté de transposition d'une situation à une autre n'a pas de sens ici.

Dans la plupart des cas, compte tenu de la difficulté des journalistes à enquêter sur place, déjà évoquée supra, les médias ne sont que les relais d'informations produites par d'autres : institutions, chercheurs, associations, militants... La variété des sources sur le Xinjiang a été longuement évoquée en commentaires du chapitre précédent : il est difficilement imaginable (pour ne pas dire totalement invraisemblable) qu'elles soient toutes des productions des services secrets américains, tel que semble le penser Maxime Vivas. De façon plus préoccupante, cette partie témoigne d'une conception très particulière des métiers et de la fonction des médias mainstream, qui ne seraient pas suffisamment au service de la « vérité » (pourtant nécessairement contingente et subjective) telle que la conçoit Maxime Vivas (la vérité de qui, de quoi et de quand ?). Cette vision très particulière du rôle des médias est cohérente avec la vision du monde binaire (et caricaturale) que sous-tendent les propos de Maxime Vivas jusqu'ici : le monde se divise entre l'Occident manipulateur et menteur, jaloux de sa puissance et prêt à tout pour la conserver, et une « cohorte de pays affranchis du joug de l'Occident », paisibles et soucieux de vérité et de justice sociale. Maxime Vivas range bien sûr à la Chine dans cette catégorie, mais aussi le Venezuela, Cuba, et la Russie (et dans une moindre mesure la Syrie). Cette dichotomie dans la perception de Maxime Vivas se retrouve dans le traitement qu'il fait des sources mobilisées : les sources chinoises, même officielles ne sont jamais mises en doute, et utilisées jusqu'à la paraphrase dans ce livre, alors que les sources occidentales sont passées au tamis du doute systématique, quand elles ne sont pas simplement disqualifiées d'emblée.

De la part de quelqu'un qui n'hésite à se qualifier de « journaliste », il est surprenant de constater que Maxime Vivas ne comprend pas que relayer une information susceptible d'être démentie par la suite, c'est déjà de l'information du point de vue des médias. Pourtant Maxime Vivas souscrit à cette démarche sur son propre site, mais une différence près : il le fait au nom de la « vérité » contenue dans

les articles qu'il accepte de publier. Maxime Vivas croit ses auteurs et c'est bien le problème. Cela rend toutefois justice à l'une des fonctions de la presse qui est également de servir de témoin objectif des mensonges des uns et des autres : quel dirigeant politique ne s'est pas fait épingler pour des mensonges ou des revirements retrouvés dans des articles ou des reportages de jeunesse ? La presse occidentale a aussi une fonction de matériel historique, là où les archives de certains régimes de l'Est ont été expurgées de ce qui ne collait plus avec l'histoire officielle. On notera à ce titre l'exemple édifiant du « discours de la victoire » publiée par Ria Novosti¹⁷⁰ le 26 février 2022, suite à l'invasion russe de l'Ukraine (des événements objets d'ailleurs d'une lecture très particulière¹⁷¹ sur [LeGrandsoir.info](https://www.legrandsoir.info)...), promptement effacé, face à la réalité de la situation sur le terrain à cette date. La Chine procède plus simplement : la censure se fait a priori sur des médias contrôlés par l'État, via le « ministère de la propagande » (traduction partielle, mais littérale de son nom chinois).

Chapitre 4 : Démêler le vrai du faux

Le chapitre 4 démarre par le témoignage de Maxime Vivas lors de son voyage au Tibet, en 2010. De la page 117 à 124, Maxime Vivas met en avance son expérience au Tibet pour légitimer la perception de ce qui se passe au Xinjiang.

N'ayant pas étudié son ouvrage sur le Tibet, et ne connaissant pas plus cette région que le Xinjiang, nous ne jugerons pas de la pertinence de l'argument de l'expérience ici, et de la pertinence de sa transposition au cas du Xinjiang. Sur la forme, notons simplement que Maxime Vivas mobilise deux sources dans cette courte partie : une source officielle chinoise (l'agence de presse Xinhuanet) et son propre livre sur le Tibet. Maxime Vivas fonde également son « argument tibétain » sur l'exploitation de statistiques officielles. Compte tenu de ce qui a été constaté supra sur l'utilisation partielle et partielle des statistiques chinoises sur le Xinjiang par Maxime Vivas (utilisation qui s'arrête curieusement à 2018), il convient de considérer son analyse au sujet du Tibet avec circonspection.

Dans cette partie, Maxime Vivas se montre aussi extrêmement critique des sources des médias, avec le recours à des témoins ou des sources anonymes dans certains cas. Maxime Vivas ânonne la communication chinoise sur ce point aussi : ce sont de faux témoins, des acteurs, de la manipulation en somme. Évidemment, Maxime Vivas ne démontre rien et ne cite aucune source à l'appui de ses dires. À aucun moment Maxime Vivas ne semble envisager le sujet d'une nécessaire protection des témoins. C'est logique en un sens, car cela reviendrait à considérer qu'il y a une part de vérité dans ce qu'ils racontent. Et Maxime Vivas ne mentionne pas ici tous les témoins réfugiés ou exilés, qui ont témoigné à visage découvert. La Chine ne s'est pas privée de les menacer et de les discréditer en même temps, comme vu dans plusieurs exemples, plus haut.

A partir de la page 125 et jusqu'à la page 129, Maxime Vivas appuie sa démonstration par la réaction des grandes instances internationales aux révélations concernant le Xinjiang. Maxime Vivas considère en effet que l'absence de déclaration officielle de l'ONU, de la Banque mondiale et de l'OMS (sur des sujets différents) vaut « acquittement » de la Chine : comme ces institutions n'ont pas publiquement condamné la Chine, cela vaut rejet des accusations.

En effet, dans le cas de l'ONU, seuls quelques dizaines de pays se sont prononcés contre la Chine de manière officielle (42 au dernier décompte¹⁷², un chiffre en hausse), certes loin du total de 193 pays siégeant à l'Assemblée générale de l'ONU. Il s'agit en effet essentiellement de pays du bloc occidental. La Chine à l'inverse a réussi à mobiliser un certain nombre de

¹⁷⁰ <https://web.archive.org/web/20220226072605/https://ria.ru/20220226/rossiya-1775162336.html>

¹⁷¹ <https://www.legrandsoir.info/nous-n-acceptons-pas-la-domination-de-l-otan-interview-de-m-lavrov-ministre-des-affaires-etrangees-de-la-russie-avec-al.html>

¹⁷² <https://www.reuters.com/world/china/un-showdown-over-xinjiang-china-says-lies-still-lies-2021-10-21/>

soutiens : 37 pays, dont de nombreux pays africains et sud-américains, et deux soutiens de poids du monde musulman, l'Arabie saoudite (pourtant critique de la Chine par ailleurs) et les Émirats arabes unis, ont signé une lettre de soutien¹⁷³ à la Chine en juillet 2019. Un an après, en juillet 2020, 46 pays sont signataires d'une seconde lettre de soutien¹⁷⁴ à la Chine, très semblable à la première.

Ce qui se dessine à l'ONU au sujet du Xinjiang, c'est bien la constitution de deux blocs, l'un autour de la Chine, l'autre autour des pays occidentaux. Dans une telle configuration, il est impossible d'aboutir à une condamnation ferme et officielle de l'Assemblée générale de l'ONU, sans parler du conseil de sécurité, verrouillé par le veto de la Chine. La Chine a très bien compris le fonctionnement de l'ONU et joue de ses limites contre elles¹⁷⁵. Le bloc des pays occidentaux est en effet relativement impuissant à l'ONU, état de fait particulièrement visible lors des votes contre Israël par exemple, généralement portés par une coalition de pays arabes dont le nombre dépasse systématiquement celui des pays d'Europe et d'Amérique du Nord (qui, pour une partie d'entre eux, s'abstiennent régulièrement en plus).

Cela ne signifie pas pour autant l'absence de condamnation de l'ONU ; cela signifie que les règles de fonctionnement de l'ONU empêchent tout vote d'une condamnation en Assemblée générale pour l'instant. On notera tout de même que sur le strict plan du respect des droits humains, les deux listes de signataires ne se placent pas tout à fait sur le même plan. Il convient de rappeler aussi que c'est le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui demande à la Chine de laisser la Haut-commissaire aux droits humains, Michelle Bachelet, visiter le Xinjiang dans le cadre d'une « visite crédible »¹⁷⁶. Ce n'est pas seulement un souhait de Jean-Yves Le Drian, en réponse à Clémentine Autain (au sujet de laquelle Maxime Vivas décroche son point Godwin en citant... des commentaires sur Facebook). Titrer comme Maxime Vivas, « *l'ONU ne croit pas les médias* » est en tout cas une distorsion de la réalité, d'autant plus que les sources médiatiques sont très peu présentes dans les documents de l'ONU, qui se fondent beaucoup plus volontiers sur des travaux académiques ou des rapports d'ONG, dont ceux évoqués plus haut. Rappelons enfin que l'ONU n'a jamais désavoué les conclusions tirées par Mme Gay McDougall évoquées supra.

Concernant le Banque mondiale (paragraphe intitulé « *la Banque Mondiale ne croit pas les médias* »), elle les croit en tout cas suffisamment pour avoir diligenté sur place une mission d'inspection¹⁷⁷ d'un projet financé par ses soins. En réalité, les pressions semblaient venir du Congrès américain¹⁷⁸. La Banque Mondiale était en effet suspectée de financer certains « camps de rééducation », au moins indirectement. De son côté, l'internaute à l'origine de la cartographie la plus précise à ce jour des camps d'internements chinois avait fait part de son scepticisme¹⁷⁹ quant à cette éventualité dès août 2019. Les conclusions de cette mission ont été rendues en novembre 2019. Mais certains détails de cette « mission d'inspection » sur place n'apparaîtront qu'en 2022¹⁸⁰ : une visite de 24 heures, entrecoupés de trois périodes de détention par la police, dans une ambiance décrite comme « très inconfortable » par les protagonistes.

173

https://www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/190712_joint_counterstatement_xinjiang.pdf

¹⁷⁴ <https://www.mfa.gov.cn/ce/cegv//eng/hom/t1794034.htm>

¹⁷⁵ <https://www.lopinion.fr/international/en-perte-de-vitesse-aux-nations-unies-les-occidentaux-facilitent-lenlancement-de-la-chine>

¹⁷⁶ <https://www.aljazeera.com/news/2022/2/6/guterres-expects-china-to-let-un-rights-chief-visit-xinjiang>

¹⁷⁷ <https://www.worldbank.org/en/news/statement/2019/11/11/world-bank-statement-on-review-of-project-in-xinjiang-china>

¹⁷⁸ <https://www.lesechos.fr/monde/chine/la-chine-a-t-elle-utilise-des-fonds-de-la-banque-mondiale-pour-persecuter-les-ouighours-1147286>

¹⁷⁹ <https://medium.com/@shawnwzhang/is-world-bank-funding-xinjiang-re-education-camps-622b69f7dd14>

¹⁸⁰ <https://www.kten.com/story/46012806/development-bank-accused-of-lending-millions-to-companies-allegedly-linked-to-forced-labor-in-xinjiang>

Indépendamment de la valeur de cette mission d'inspection, le communiqué de la Banque mondiale ne signifie pas qu'elle lave de tout soupçon la Chine. Cela signifie que la Banque Mondiale a vérifié (a priori succinctement) que les projets qu'elle finance (soit 5 structures scolaires) ne s'apparentent pas aux fameux camps de formations décriés par ailleurs. Elle décidera tout de même par la suite de réduire la voilure¹⁸¹ sur plusieurs projets dans la région. On notera au passage que pour un pays en passe de devenir la première puissance mondiale, la Chine est très consommatrice de prêts de la Banque mondiale, avec plus de 600 projets¹⁸² financés et référencés (à la première place en nombre de projets, contre zéro pour les États-Unis, alors qu'ils sont les premiers bailleurs de fonds). De plus, la Banque mondiale sera à nouveau sous le feu des critiques¹⁸³ en février 2022, pour les mêmes motifs, à travers sa filiale International Finance Corporation cette fois. On ne connaît pas encore le fin mot de ce volet de l'histoire. Quoi qu'il en soit, il est un peu hâtif de prétendre que la Banque Mondiale atteste en quelque sorte de l'innocence chinoise.

Enfin concernant l'OMS, Maxime Vivas utilise une citation tronquée¹⁸⁴ de Francis Delmonico, chirurgien au Massachusetts General Hospital de Boston, et président de la Task Force sur les dons d'organes et transplantations de l'OMS : celui-ci admet qu'il y a eu des transplantations illégales avec des organes de condamnés à mort, mais il n'est pas convaincu par les preuves actuelles de la poursuite de cette pratique. En particulier, il reconnaît les abus de tests sanguins en détention¹⁸⁵, mais estime que les preuves qui les relient au commerce illégal d'organes qui sévit encore en Chine (et qu'il reconnaît) ne sont pas encore suffisantes. À noter qu'il participe activement au programme chinois de dons d'organes volontaires, dont les chiffres ne semblent pas correspondre à la réalité. Le sujet est donc complexe, et ces éléments ne permettent toujours pas d'expliquer le rythme des transplantations d'organes en Chine (en volume et en délais). En utilisant une citation tronquée, Maxime Vivas voudrait nous faire croire qu'il n'y a pas de sujets « Chine » à l'OMS, mais la réalité est un peu plus complexe, surtout dans le contexte d'un entrisme chinois à l'OMS de plus en plus notable¹⁸⁶.

À partir de la page 130, Maxime Vivas tente une synthèse de ce qu'il a dit jusque-là. Maxime met noir sur blanc sa vision du monde : les États-Unis, la CIA et leurs vassaux médiatiques d'un côté, et la Chine de l'autre, aux prises avec un problème terroriste qu'elle devrait en plus largement aux États-Unis. Contrairement aux chapitres précédents, cette partie semble nettement plus brouillonne, et donne l'impression d'un patchwork de textes écrits indépendamment et rassemblés ici à la suite les uns des autres sans véritable ligne directrice. Maxime revient dans ces pages sur à peu près tous les sujets, avec la volonté manifeste d'enfoncer le clou, mais sans apporter d'éléments supplémentaires.

Maxime Vivas commence par se poser (à nouveau...) en expert de la lutte antiterroriste chinoise, sujet sur lequel il pourtant fait preuve de lacunes importantes, identifiées dès le premier chapitre. Maxime Vivas admet tout de même que la Chine agit durement. Mais s'il considérait à la fin du chapitre 3 que seule une minorité ouïghoure était concernée, il admet ici que toute la population est peu ou prou concernée par les dispositifs de surveillance de masse inhérents à la politique antiterroriste chinoise. S'il affirmait précédemment que le Xinjiang fait l'objet de toutes les (bonnes) intentions de la Chine, il admet désormais qu'il s'y déroule un « combat » donnant lieu à de la « répression des activités illégales ». Ces dissonances dans la posture de Maxime Vivas à quelques pages d'intervalle ne sont pas anodines : ce qui se passe

¹⁸¹ <https://indianexpress.com/article/world/world-bank-cuts-back-project-in-chinas-restive-xinjiang-6116447/>

¹⁸² https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/projects-list?lang=en&countrycode_exact=CN&os=0

¹⁸³ <https://edition.cnn.com/2022/02/16/business/ifc-world-bank-xinjiang-investments-intl-hnk-dst/index.html>

¹⁸⁴ <https://www.nature.com/articles/d41586-019-01890-4>

¹⁸⁵ <https://www.bma.org.uk/news-and-opinion/at-what-price>

¹⁸⁶ https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/27/les-liaisons-dangereuses-entre-l-oms-et-la-chine-ont-marque-la-crise-du-coronavirus_6037929_3210.html

au Xinjiang se joue avant tout sur les mots, la Chine et l'Occident n'ont pas la même conception des limites d'une « opération antiterroriste intérieure » et le vocabulaire est important à ce sujet. Ce que nous dit Maxime Vivas en substance, c'est que si la Chine a réussi, c'est donc que la fin justifie les moyens. Pour le reste, Maxime Vivas verse dans un anti-atlantisme basique, sans étayer son propos par aucune source autre que celle du gouvernement chinois, allant jusqu'à citer le « directeur de la communication du bureau des droits de l'homme du conseil des affaires de l'État chinois ». Une source que l'on aura du mal à qualifier de neutre, objective, sincère et spontanée...

Plus inquiétant sur les sujets de politique anti-terroriste, Maxime Vivas reprend la rhétorique des djihadistes sur le principe de la vengeance contre les pays de l'OTAN ou de l'Occident qui ont bombardé ou sont intervenus en Syrie ou en Irak, « *des pays qui ne nous ont rien fait* », selon Maxime Vivas. Passons ici sur la confusion entre pays et groupes terroristes. La logique de l'argument de Maxime Vivas est ici difficilement compréhensible : si les pays occidentaux « l'ont bien cherché », en suivant son raisonnement, ne pourrait-on penser que la Chine elle-même l'a en quelque sorte « bien cherché » d'une manière ou d'un autre ? Ou y-a-t-il un terrorisme par « génération spontanée » en Chine, contre un terrorisme importé en Occident ? Maxime Vivas ne fournit pas de réponse.

C'est aussi oublié un peu vite que la France est intervenue en 2014 en Irak (et par des frappes aériennes en Syrie) à la demande de l'Irak, au sein d'une coalition regroupant 70 pays et dans le contexte de la résolution 2170¹⁸⁷ du Conseil de sécurité des Nations Unies. Certes, il reste le dossier libyen, mais la France y est intervenue tout de même aux côtés d'autres puissances belligérantes dans le cadre d'un mandat de l'ONU (mandat qui ne prévoyait pas, il est vrai, le changement de régime). Et par quelle « faute » expliquer dans ce cas les attentats du GIA de 1995 ? La colonisation ? À ce moment l'Algérie était indépendante depuis 33 ans...

La Chine n'a certes pas de « passif expéditionnaire » comparable, mais il convient de rappeler qu'elle est partie prenante de plusieurs conflits frontaliers : avec l'Inde¹⁸⁸, avec le Japon¹⁸⁹, et avec la quasi-totalité des pays¹⁹⁰ bordant la Mer de Chine du Sud (et même avec la Russie¹⁹¹ à une époque). La logique impérialiste de la Chine est certes locale et régionale, mais elle n'en est pas moins réelle. En témoignent les fameux îlots en Mer de Chine que la Chine prétendait réserver à un usage civil dans ses premières déclarations¹⁹², avant de les militariser en douce¹⁹³.

Page 134 à 139, Maxime Vivas revient sur la question de la loi chinoise relativement aux religions. Il nous explique en toute simplicité que la répression des religions n'est pas possible puisqu'elle est interdite par la loi (!). L'institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), par ailleurs épinglée par l'IRSEM dans le rapport cité plus haut pour de supposées accointances chinoises, est nettement plus réservé que Maxime Vivas sur la question des libertés religieuses. Notons que celui-ci assène une fois de plus sa « vérité » sans justifier quoi que ce soit, à l'exception de deux anecdotes invérifiables tirées de ses voyages sur place (la 4^e mention de ses séjours au Xinjiang).

Cependant, Maxime Vivas se lance dans une comparaison plutôt osée entre le système chinois contemporain de rééducation et la France de la 3^e République, très offensive il est vrai à l'époque sur une forme de « laïcité de combat ». Cette tentative de justification bancale confirme la confusion qui règne dans l'esprit de l'auteur entre la laïcité française (liberté de

¹⁸⁷ <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N14/508/50/PDF/N1450850.pdf?OpenElement>

¹⁸⁸ <https://www.dw.com/en/what-is-next-in-the-china-india-border-conflict/a-60586745>

¹⁸⁹ <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/china-and-japan-island-dispute>

¹⁹⁰ <https://theprint.in/world/vietnam-urges-china-to-respect-its-exclusive-economic-zone/864675/>

¹⁹¹ <https://www.wilsoncenter.org/event/chinese-and-russian-border-disputes-are-dotted-lines-red-line>

¹⁹² <https://www.upi.com/Archives/1995/02/09/China-denies-military-buildup-in-Spratlys/3423792306000/>

¹⁹³ <https://www.spatialsource.com.au/satellite-images-reveal-completed-military-bases-spratly-islands/>

religion dans un cadre privé) et le contrôle religieux tel que pratiqué en Chine et dont le caractère attentatoire à la vie privée est dénoncé par le rapport de l'IRIS. La pertinence de l'argument de comparaison et de similitude avec ce qui s'est passé en France il y a un siècle un demi ne mérite pas de plus amples développements : contexte politique, cadre juridique, mentalités, recherches scientifiques, postures philosophiques, capacités techniques des États... rien ne permet de faire une comparaison qui ait du sens. Cet argument de Maxime Vivas est totalement anachronique.

Dans les pages suivantes (pages 143 à 149), Maxime Vivas se risque également à mettre au même niveau la réponse chinoise à la question terroriste au Xinjiang et l'État d'urgence en France suite aux attentats de 2015. Il cite les rapports d'Amnesty International sur le sujet, nombreux il est vrai¹⁹⁴. Il est question d'atteintes au droit de manifester, à la liberté d'expression, voire d'arrestation ou de détention arbitraire. Mais ce qui est pointé ici, ce sont surtout les risques de dérives de lois d'exception transposés dans le droit commun. À voir si cela est vraiment comparable avec les accusations¹⁹⁵ de communautés ouïghoures confrontées « *de manière systématique à la détention, à la torture, à la persécution et à d'autres violations de leurs droits perpétrées à grande échelle par l'État* ». Pour Maxime Vivas, la réponse est claire : « *ils sont loin de faire ce que nous avons fait* » (page 149). Très critique de l'histoire contemporaine française, Maxime Vivas ferait bien de se replonger un peu dans l'histoire de la Chine contemporaine, et nous dire si le laogai¹⁹⁶ a par exemple un équivalent récent en France.

Il y a surtout un oubli très significatif dans les tentatives de justification et de banalisation de Maxime Vivas : l'absence totale ou presque de mention de dispositions judiciaires valables, permettant de donner une base légale à ce qui se passe en Chine¹⁹⁷. Ce qui se passe en France sur les questions de lutte contre le terrorisme est systématiquement consécutif d'une décision de justice ou d'une disposition légale en ce sens (exception faite des frappes de « neutralisation » à l'étranger, réalisées dans un autre cadre légal et du ressort du pouvoir exécutif en France). Rien de tel en Chine et c'est probablement l'un des problèmes majeurs concernant ses agissements au Xinjiang : la légalité des pratiques chinoises est déjà problématique par rapport au droit chinois, mais elle est encore plus en droit international, compte tenu des conventions, accords et protocoles que la Chine a signés et ratifiés tout au long de l'ère moderne.

La production d'actes de justice justifiant les détentions est ainsi dérisoire, relevant généralement du simple acte administratif. Ce glissement vers une « jurisprudence administrative » (et non judiciaire) est cohérente avec le libre blanc chinois publié en 2019 et parlant d'une « gestion préventive » du problème terroriste au Xinjiang¹⁹⁸. Des universitaires chinois comme le professeur Zhang Li¹⁹⁹ se sont inquiétés de ce que cela signifiait pour l'État de droit en Chine. La Chine interne des milliers (des millions ?) de personnes hors de tout cadre légal établi. Sans même parler des conditions de détention, c'est déjà un considérable problème en soi. Le même reproche a été fait aux États-Unis concernant la prison de Guantanamo ou les « black sites » de la CIA, et cela ne concernait que quelques dizaines à quelques centaines d'individus au maximum. La Cour Suprême des États-Unis a considéré ces pratiques illégales

¹⁹⁴ <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/etat-durgence> ou https://amnestyfr.cdn.prismic.io/amnestyfr%2F2509c66d-2139-49ee-a4cb-0602cf0195af_ai_d%C3%A9claration+publique+amnesty+international_france.projet+de+loi+antiterrorisme.pdf

¹⁹⁵ <https://www.amnesty.fr/discriminations/actualites/rapport-sur-le-xinjiang-nous-attendons-toujours-les-conclusions-de-lonu>

¹⁹⁶ <https://www.decitre.fr/livres/laogai-9782910019440.html#resume>

¹⁹⁷ <https://journals.openedition.org/rdr/1251>

¹⁹⁸ http://www.china-un.ch/eng/ztjs/aghj12wnew/202110/t20211014_9587980.htm

¹⁹⁹ <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2014-2-page-371.htm>

sans la moindre ambiguïté (ce qui n'empêche pas la prison de Guantanamo de rester en activité, mais c'est un autre sujet...).

Page 139 à 142, après une tentative laborieuse d'expliquer que la Chine est le « paradis sur terre » pour les musulmans (à l'inverse des pays musulmans selon lui), Maxime Vivas renoue avec le sujet des fake news en ressortant plusieurs exemples de photos ou de vidéos qui ont été faussement attribuées à des exactions contre les Ouïghours au Xinjiang. Maxime Vivas nous dévoile rapidement son secret : InVid, le logiciel qui permet de retracer l'origine de certaines vidéos par comparaison avec ce qui se trouve déjà en ligne. Maxime Vivas commence par reprendre un exemple connu de montage vidéo problématique réalisé en 2008 sur le Tibet : l'assemblage des vidéos suggérait une autre réalité que celle attachée aux conditions de réalisation des dites séquences. La tromperie vidéo existe donc, peut exulter Maxime Vivas, qui cite d'ailleurs trois autres vidéos estampillées « Ouïghours et Xinjiang » cette fois. Et Maxime Vivas a raison : les vidéos citées ont bien été faussement légendées pour induire le spectateur en erreur. Mais là où l'argument de Maxime Vivas perd quelque peu de sa force, c'est qu'aucun média de premier plan n'a relayé les photos et vidéos en question, que l'on retrouve essentiellement sur Twitter. Au contraire, ce sont les médias eux-mêmes, qui avant Maxime Vivas et son livre, ont dénoncé ces vidéos comme mensongères. À se demander d'ailleurs si Maxime Vivas ne s'est pas contenté de reprendre à son compte un article de fact-checking de France 24 à ce sujet²⁰⁰, puisque les exemples traités sont rigoureusement les mêmes.

Il y avait bien fake news, mais pas de chance pour Maxime Vivas, les principaux médias ne se font plus avoir par ce genre de montages low-cost depuis longtemps : la recherche inversée d'images ou de vidéos est devenu l'acte réflexe du fact-checking, surtout face à la profusion de vidéos disponibles sur twitter ou ailleurs. En résumé, Maxime Vivas a bien enfin trouvé de vraies fake news (au bout de 140 pages, et peut-être grâce aux médias eux-mêmes...), mais celles-ci sont, malheureusement pour lui, restées dans les limbes d'internet et sur les sites d'information de seconde zone. L'hypothèse de médias mainstream fabricants et/ou diffuseurs de fake news ne tient pas non plus pour ces exemples, au contraire même : ce sont eux qui ont initié la « désintox ».

Ce qui est intéressant ici, c'est la mécanique argumentaire de Maxime Vivas reposant sur la juxtaposition : on met côte à côte un véritable exemple de fake news relayée (voire fabriquée au montage) par un grand média, mais sans rapport avec notre sujet, et d'autres fake news avérées, cette fois centrées sur notre sujet. Maxime Vivas insiste bien sur leur importance pour le sujet ouïghour, mais ne mentionne cependant aucun média ayant relayé ces vidéos, qui ont essentiellement circulé sur Twitter. Une simple vérification indique que les médias se sont justement emparés du sujet pour dénoncer le caractère trompeur des photos et vidéos en question. Or, Maxime Vivas ne peut pas ignorer l'article de France 24, paru six mois avant son livre. Nouvel exemple d'un village Potemkine argumentaire, avec la volonté manifeste de tromper son lecteur sur le rôle des médias dans cette affaire.

A partir de la page 150 et jusqu'à la page 162, Maxime Vivas se lance dans une synthèse de la synthèse. Il reprend quasiment un par un les éléments qu'il a développés dans son livre sous forme de questions, dans le but de nous convaincre, par accumulation, de la bonne foi de la Chine sur ses opérations antiterroristes. Il répète aussi (5^e et dernière mention de ses voyages sur l'ensemble du livre) que lui s'est rendu en Chine et que n'ayant pas vu ce dont on accuse la Chine, c'est forcément faux.

Prises une à une, les interrogations de Maxime Vivas ont débouché sur des réponses qui ne vont absolument pas dans le sens de sa démonstration : mauvaise interprétation, sélection outrancière des sources, omissions, négligences, mauvaise foi... rien dans son livre ne permet d'aller de souscrire à son point de vue. Fait révélateur, le seul élément nouveau de cette partie est l'allusion à une photo de prisonniers (cette photo est tirée d'une vidéo en fait) a priori ouïghours

²⁰⁰ <https://observers.france24.com/fr/20200623-ouighours-hashtag-uyghurlivesmatter-intox-images>

réunis par centaines et encadré par autant de policiers chinois. Cette vidéo authentifiée (d'ailleurs la Chine ne conteste pas sa véracité) a beaucoup fait parler d'elle. Maxime Vivas n'explique pas ce que peut signifier cette photo : il s'agit apparemment d'un transfèrement de prisonniers dans des conditions très particulières (tête rasée, mains liées et yeux bandés). Mais il affirme par contre que ces sont les autorités chinoises qui l'ont diffusée ; une façon de suggérer que son contenu n'est pas problématique. Mais c'est faux : la vidéo, a priori volée à partir d'un serveur chinois, est sortie sur YouTube²⁰¹ en 2020. Interrogé à ce sujet par la BBC, l'ambassadeur chinois au Royaume-Uni semblait tout sauf à l'aise²⁰² en tentant de banaliser l'événement. Mais à l'exception des couleurs portées par les prisonniers et de leur nombre (environ 500), ce qu'on voit dans cette vidéo rappelle étrangement Guantanamo. Accessoirement, dans cet entretien, l'ambassadeur chinois ment face caméra en indiquant que la chute de la natalité de 40 % au Xinjiang entre 2017 et 2019 (attestée pourtant par les statistiques chinoises elles-mêmes) est un mensonge.

Sur le sujet de ses voyages au Xinjiang, Maxime Vivas remet en avant sa qualité de seul témoin ou presque s'étant rendu sur place, par opposition aux « journalistes de salon qui se recopieraient entre eux ». C'est oublié au moins Sylvie Lasserre²⁰³, Ursula Gauthier (avant son expulsion en 2015)²⁰⁴, Nathan VanderKlippe²⁰⁵, Sophia Yan²⁰⁶, Sjoerd Den Daas²⁰⁷, John Sudworth²⁰⁸... Cette liste est loin d'être exhaustive, mais elle permet au moins de répondre à Maxime Vivas sur la question de sa légitimité : d'autres que lui ont essayé, de façon indépendante, de réaliser un véritable travail journalistique en Chine et au Xinjiang, et ils n'en ramènent pas du tout le même récit. Il ne s'agit pas de dire que Maxime Vivas ment sur ce qu'il a vu, mais les conclusions qu'il tire de son voyage méritent d'être sérieusement relativisées, à la lumière de l'expérience de personnes bien plus qualifiées que lui en matière de rigueur et de journalisme.

Conclusion intermédiaire du chapitre 4

Ce chapitre est certainement le plus confus de l'ensemble du livre, rassemblant un patchwork de textes sans lien les uns avec les autres, et semblant avoir été écrits indépendamment à des années d'intervalle. Ce chapitre n'apporte rien de nouveau et ne fait que ressasser pour l'essentiel des éléments développés dans les chapitres précédents. Hormis la volonté de donner de l'épaisseur à l'ouvrage, on comprend mal l'utilité de ce chapitre qui, en plus, donne lieu à de nouvelles approximations, erreurs et autres contresens, en plus d'une dose supplémentaire de mauvaise foi (dans son utilisation toujours très orientée et très sélective des sources).

La conclusion

Pages 164 et 165, Maxime Vivas nous livre sa conclusion qui, sans surprise, reprend la thèse défendue depuis le début, sans nuance aucune bien évidemment. On notera simplement que Maxime Vivas semble indiquer à travers ces deux pages sa préférence pour le régime politique chinois. Il en profite aussi pour confirmer son mépris des journalistes qui selon lui mentent sciemment sur le Xinjiang.

²⁰¹https://www.youtube.com/watch?v=gGYoeJ5U7cQ&ab_channel=WaronFear%E6%88%98%E6%96%97%E6%81%90%E6%83%A7

²⁰²<https://twitter.com/BBCPolitics/status/1284784810200838145>

²⁰³<https://www.revue-etudes.com/article/voyage-au-pays-des-ouighours-de-sylvie-lasserre-22912>

²⁰⁴https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1998_num_63_3_4788_t1_0681_0000_3

²⁰⁵<https://www.theglobeandmail.com/world/article-the-globes-nathan-vanderklippe-recounts-surveillance-threats-of/>

²⁰⁶<https://www.telegraph.co.uk/news/2021/06/15/sophia-yanwhat-discovered-nine-day-trip-covering-chinas-repression/>

²⁰⁷<https://www.youtube.com/watch?v=ixdGGZ4Nof0>

²⁰⁸<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/menace-pour-sa-couverture-du-xinjiang-un-journaliste-de-la-bbc-quitte-la-chine-20210331>

NB : à l'issue de la conclusion, les pages « Suggestions de lecture », « Livres » et « Remerciements » permettent de donner une idée de la « bulle informationnelle » dans laquelle s'est enfermé Maxime Vivas. S'il cherche une illustration du principe de « circulation circulaire de l'information » chère à Bourdieu et qu'il cite à plusieurs reprises, inutile d'aller plus loin.

Conclusion

L'intérêt premier du livre de Maxime Vivas est de braquer les projecteurs sur la situation de la minorité ouïghoure au Xinjiang. Contrairement à ce que semble penser Maxime Vivas, au nom la loi médiatique de proximité, aussi appelée « loi du mort – kilomètre », la situation des Ouïghours, à l'instar de celle des Rohingyas au Myanmar, défraie rarement les chroniques des grands médias occidentaux, exception faite des événements très ponctuels que constituent les publications de rapports ou récits d'enquêtes, à charge ou à décharge. Maxime Vivas alimente ainsi sans le savoir un certain « effet Streisand²⁰⁹ » en France sur les Ouïghours.

Maxime Vivas fonde l'essentiel de sa légitimité d'acteurs du « débat Ouïghour » sur sa qualité de témoin s'étant rendu sur place. Cette démarche est au cœur de la publicité faite autour de cet ouvrage et elle constitue le socle de l'argumentation des défenseurs de Maxime Vivas, dont une bonne part n'a vraisemblablement pas lu l'ouvrage. L'initiative de ces voyages est intéressante, mais son exploitation dans les faits et dans ce livre est extrêmement décevante. Maxime Vivas ne mentionne quasiment pas ce voyage (la totalité des mentions de ces voyages couvre à peine deux pages), et le lecteur en vient même rapidement à se demander quel est l'intérêt pour lui d'être allé sur place, considérant que l'essentiel de son argumentation repose sur des sources disponibles sur internet. De ces pérégrinations sur place, Maxime Vivas ne tire qu'une seule conclusion : il n'a pas vu de ses yeux ce qu'il considère comme des mensonges propagés par les médias, sachant qu'il n'a ni visité, ni approché les fameux camps d'internements du Xinjiang²¹⁰, seul véritable nœud gordien au sujet des Ouïghours, en plus des questions relatives à la natalité de cette ethnie.

L'absence de preuves trouvées par Maxime Vivas n'est pourtant pas la preuve de l'absence. Donc, à défaut de présenter des preuves incontestables de fabrication de mensonges et de fake news au sujet du Xinjiang, Maxime Vivas tente d'abord d'utiliser la démonstration logique : si la Chine se livrait aux atrocités décrites dans certains médias, elle ne ferait que jeter les Ouïghours dans les bras du fondamentalisme et de l'Islam radical. Ce raisonnement est discutable pour ne pas dire contestable : il fait bien peu de cas de la puissance de l'appareil répressif et de contrôle social chinois, pourtant connu depuis la répression de Tian'anmen. Cette hypothèse ne tient pas compte non plus de l'intérêt géostratégique que représente le Xinjiang, sujet pourtant bien mis en évidence par Maxime Vivas. Il existe aussi nombre d'éléments qui ne cadrent pas avec l'analyse de Maxime Vivas : au-delà de la question de la destruction de mosquées au Xinjiang²¹¹, comment expliquer par exemple le sort des cimetières Ouïghours²¹² ? Quelle politique sécuritaire peut justifier des atteintes aux monuments religieux ?

Maxime Vivas est convaincu que la Chine est dans son bon droit dans la réponse sécuritaire qu'elle apporte aux problèmes au Xinjiang. Il est par ailleurs admis que l'Occident (et en particulier les États-Unis) a une responsabilité au moins indirecte dans la dégradation de la situation sécuritaire en Asie centrale (de la situation en Syrie et en Irak à la débâche d'Afghanistan). Mais, si comme le pense

²⁰⁹ <https://semji.com/fr/guide/quest-ce-que-l-effet-streisand/>

²¹⁰ https://www.bbc.co.uk/news/resources/idt-sh/China_hidden_camps

²¹¹ <https://www.aljazeera.com/news/2019/5/7/dozens-of-mosques-major-shrines-razed-in-chinas-xinjiang>

²¹² <https://www.theguardian.com/world/2019/oct/09/chinas-destruction-of-uighur-burial-grounds-then-and-now> et <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/revues-de-presse/acclturation-ouighours-chine-cimetieres>

Maxime Vivas, l'histoire est bien écrite par les vainqueurs, alors ce ne sont pas les États-Unis qui l'écrivent en ce moment, même s'ils restent influents sur le sujet. Il est cependant très compliqué de savoir ce qui relève au Xinjiang d'un terrorisme importé ou de la radicalisation locale d'une minorité de la population, aux prises avec un gouvernement local et national trop rigide dans sa volonté de « siniser » la région. Compte tenu de la faible maîtrise par Maxime Vivas des sujets relatifs au terrorisme et aux relations internationales (illustrée par un premier chapitre très critiquable sur ces sujets), ce n'est pas ce livre qui fournira un début de réponse, au-delà de la simple (simpliste ?) opinion de l'auteur.

Quoi qu'il en soit, la réponse du gouvernement chinois à cette problématique apparaît maintenant aux yeux de nombre d'observateurs comme largement disproportionnée et attentatoire aux libertés fondamentales. Et contrairement à ce qu'essaie d'affirmer Maxime Vivas, non seulement les observateurs en question ne sont pas tous à la botte des États-Unis, mais en plus les informations problématiques sur le Xinjiang sont bien antérieures à la date que Maxime Vivas estime être le début de la campagne de dénigrement contre la Chine. Le lecteur ne pourra que faire part de son incompréhension sur les raisons qui ont poussé Maxime Viva à ignorer l'ensemble de ces éléments. Toutes ces informations sont pourtant facilement accessibles en ligne, et provenant de sources nettement plus dignes de confiance que la plupart de celles mobilisées dans ce livre.

Le problème majeur que pose cet ouvrage est donc qu'il orientera rapidement le lecteur averti vers une opinion inverse de celle que défend et promeut Maxime Vivas. Le second problème tient à la chronologie : publié en 2018 ou début 2019, ce livre aurait pu passer pour l'expression d'une « opinion dissidente », soucieuse de rééquilibrer un débat très à charge contre la Chine. Il aurait alors été possible de faire preuve d'indulgence à l'égard de la bonne foi de Maxime Vivas, considérant que les sources disponibles à l'époque n'étaient pas aussi accablantes qu'elles le sont aujourd'hui. Ce n'est déjà plus possible fin 2020, certains faits venant totalement contredire la « démonstration » laborieuse tentée dans ce livre. C'est d'ailleurs, dans la plupart des cas, l'analyse de sources chinoises (documents officiels et statistiques) qui a porté les coups les plus rudes au storytelling de la Chine. Le nombre de sujets que Maxime Vivas passe sous silence est de ce point de vue éloquent du parti pris de l'auteur.

N'ayons pas peur des mots : cet ouvrage est un cas d'école de désinformation idéologique, à base d'analyses bancales et orientées de sources souvent contestables (particulièrement les déclarations de l'appareil d'État chinois, qui ne sont jamais mises en doute par Maxime Vivas) et d'informations connues de longue date. Inutile de chercher un scoop ou une information inédite dans cet ouvrage, le lecteur n'y trouvera que l'opinion de Maxime Vivas, empreinte d'un très fort ressentiment anti-américain et anti-atlantiste. La virulence du ton (qui dessert bien souvent le propos) et l'usage péremptoire et abusif des termes de « mensonges » et de « vérité » ne parviennent pas à masquer l'inanité et la vacuité de la démonstration. À rebours de l'idée d'une démarche d'investigation digne de ce nom, Maxime Vivas part d'une hypothèse de départ qu'il entend à toute force démontrer, quitte à tordre ou occulter la réalité, et surtout à écarter tout élément qui n'ira pas dans son sens, jusqu'à réinventer une chronologie de la « crise Ouïghoure », dont l'origine est pourtant bien antérieure à 2018.

Pour résumer à grands traits, la « démonstration » de Maxime Vivas à travers son livre repose sur trois postulats contestables :

- La quasi-totalité des informations sur le Xinjiang est postérieure à 2018, et aurait pour origine les États-Unis et plus précisément des organisations ou des personnalités contrôlées directement ou indirectement par la CIA (ou a minima par le Département d'État US, ce qui revient au même pour lui) ;
- La CIA s'étant illustrée par le passé en termes de manipulation de l'information, les éléments que relaient ces organisations ou ces personnalités sont donc de fausses informations, fabriquées de toutes pièces pour affaiblir la Chine dans la course à l'hégémonie mondiale.
- La reprise, la confirmation et l'amplification de ces informations par les médias occidentaux ne signifient rien, considérant que ceux-ci ne vérifient pas les informations qu'ils relaient et qu'ils se sont déjà fait prendre au piège de la diffusion de fausses informations par le passé.

Le premier de ces postulats néglige tout d'abord toutes les informations de sources tierces, d'autres pays que les États-Unis (dont la Turquie²¹³ par exemple, dont les accusations contre la Chine remonteraient à 2009²¹⁴, la Malaisie, le Royaume de Bahreïn, l'Arabie Saoudite²¹⁵ ou l'Afrique du Sud²¹⁶), d'organisations internationales (comme l'Organisation Internationale du Travail²¹⁷, ou la Confédération syndicale internationale²¹⁸), d'associations²¹⁹ de journalistes²²⁰, de dissidents²²¹, de chercheurs²²²... L'objet de cet article n'est pas d'en faire la recension, ces informations étant aisément accessibles.

Si Maxime Vivas peine à croire à la sincérité des pays qu'ils jugent inféodés aux États-Unis, on comprend mal pourquoi il accorde du crédit aux pays qui, à l'inverse, sont inféodés à la Chine, la plupart du temps en raison du poids économique considérable des investissements chinois dans l'économie locale. Même l'Europe a toujours du mal à prendre position sur la question du Xinjiang, tant les conséquences économiques avec la Chine pourraient être importantes²²³.

Si ce n'est pas déjà fait, je conseillerai simplement à Maxime Vivas la lecture de l'ouvrage « Voyages au pays des Ouïghours » de Sylvie Lasserre, qui, comme lui, s'est rendue sur place et n'en rapporte pas du tout le même récit. Ces sources tierces, qui méritent certainement une analyse critique de même, ne sont tout simplement pas évoquées par l'auteur, qui se focalise uniquement sur les sources d'informations qu'ils jugent inféodés aux intérêts américains. Maxime Vivas opère d'ailleurs de manière générale un tri très sélectif dans les sources qu'il utilise pour appuyer ses dires, accusant systématiquement de mensonges les détracteurs de la Chine (sans jamais expliquer clairement où se situent les mensonges, factuellement parlant), tout en faisant une confiance aveugle aux articles et aux auteurs allant dans son sens (en particulier les autorités chinoises qu'il paraphrase dans bien des cas), sans jamais questionner leur crédibilité. Maxime Vivas n'est certes pas journaliste, mais ayant commencé par rappeler la charte de Munich, il aurait pu s'inspirer de ses principes.

Si on suit le principe de réduire l'analyse aux sources trouvant leur origine possible ou probable aux États-Unis, nous ne sommes guère plus avancés. Le problème essentiel de la démarche critique de Maxime Vivas est de faire un lien logique entre les motivations de certains individus et la qualité des informations qu'ils transmettent. Le second postulat repose en effet sur un raisonnement relevant du sophisme, à savoir : puisque la CIA et les États-Unis ont menti par le passé, ils mentent encore aujourd'hui. Cette généralisation du mensonge américain tient du procès d'intention. Certes, il ne fait aucun doute que les États-Unis se battent aujourd'hui sur tous les plans (économique, diplomatique, culturel...) pour conserver leur leadership global. Il ne fait aucun doute non plus qu'ils sont prêts à utiliser tous les leviers à leur disposition pour fragiliser la position de la Chine sur la scène internationale. Les États-Unis se sont également effectivement illustrés par le passé dans la production

²¹³ https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/11/ankara-condamne-la-persecution-des-ouighours-par-la-chine_5421989_3210.html

²¹⁴ <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/07/10/01011-20090710FILWWW00506-xinjiang-erdogan-parle-de-genocide.php>

²¹⁵ <https://www.orfonline.org/research/chinas-xinjiang-policy-the-imperative-for-india/>

²¹⁶ <https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-07-28-south-africa-should-take-the-lead-in-criticising-the-cultural-genocide-in-xinjiang/>

²¹⁷ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_836650.pdf

²¹⁸ <https://www.ituc-csi.org/apparel-brands-Uyghur-forced-labour>

²¹⁹ https://14ee1ae3-14ee-4012-91cf-a6a3b7dc3d8b.usfiles.com/ugd/14ee1a_3f31c56ca64a461592ffc2690c9bb737.pdf

²²⁰ <https://www.letemps.ch/opinions/linterminable-calvaire-ouigours>

²²¹ https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/24/le-prix-sakharov-decerne-a-ilham-tohti-dissident-ouigour-emprisonne_6016757_3210.html

²²² <https://www.letemps.ch/opinions/face-lethnocide-cours-chine-38-experts-lacent-un-appel>

²²³ <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/travail-force-en-chine-comment-les-europeens-se-donnent-bonne-conscience-20201230>

de fausses preuves à destination des opinions publiques du monde entier. Mais si cela nous éclaire sur les motivations des États-Unis, et sur les moyens qu'ils sont prêts à mettre en œuvre pour parvenir à leurs fins, cela ne nous dit rien de la validité des informations sur le Xinjiang, n'en déplaise à Maxime Vivas. Tous les éléments à charge contre la Chine, ayant pour origine des sources américaines, doivent être analysés avec ce contexte en tête, mais ils ne peuvent être écartés d'un revers de main, comme le fait Maxime Vivas, au prétexte que les États-Unis mentiraient systématiquement. Encore faut-il prouver le mensonge plutôt que de seulement crier au mensonge.

Plus problématique pour un livre qui entend dénoncer des « Fake News », à aucun moment Maxime Vivas ne fait la démonstration d'un mensonge ou d'une manipulation sur ce qui constitue aujourd'hui le cœur des accusations portées contre la Chine, à savoir l'existence de camps d'internement au sein desquels seraient commises des atteintes au droit de l'homme, et l'existence de pratiques attentatoires à la natalité de certaines ethnies (ce que laissent supposer les statistiques produites par la Chine elle-même). À l'inverse, la Chine a, elle, été prise en flagrant délit de mensonges à plusieurs reprises, en commençant par nier l'existence de « camps de rééducation » au Xinjiang²²⁴, avant de reconnaître leur existence²²⁵ sous la pression internationale.

Maxime Vivas enfonce des portes ouvertes sur la plupart des sujets qu'il évoque, « débunkés » avant lui par d'autres médias, et sur lesquels la manipulation est démontrée de longue date. Pour une raison que le lecteur ignore, Maxime Vivas est convaincu qu'il en va de même concernant la situation des Ouïghours au Xinjiang : tout serait faux, inventé, orchestré, afin de nuire à la Chine, le principal bénéficiaire (et instigateur) de cette opération étant les États-Unis. Mais à aucun moment, le livre de Maxime Vivas ne fait la démonstration de la fausseté de ces informations. Il semblerait que le temps pour Maxime Vivas se soit figé en 2018, année de son dernier voyage sur place, pour construire son opinion au sujet de la Chine et du Xinjiang, sans considération aucune de l'accumulation d'éléments à charge contre la Chine depuis cette date (et aussi avant cela).

Maxime Vivas ne nie pas être potentiellement instrumentalisé par la Chine, dont la démarche est aujourd'hui clairement de diviser les Occidentaux et d'instiller progressivement le doute permanent (« *qui sommes-nous pour critiquer la Chine ? Sur la base de quelles informations ? De quelles sources fiables ?* ») puis de nous faire changer d'avis (« *La Chine est souveraine et dans son droit* »). Le principe est simple et connu depuis les premiers théoriciens des opérations de propagande : répétition et monopolisation du débat (d'où la multiplication des canaux de communication, des médias chinois jusqu'aux instances diplomatiques), distorsion de la vérité (« *nous disons la vérité, nos adversaires mentent* », les faits n'existent pas ou sont subjectifs), simplicité du message (« *il ne se passe rien au Xinjiang autre que des opérations de lutte anti-terroriste ; c'est une affaire intérieure* ») et diabolisation de l'adversaire (« *l'Occident colonisateur, impérialiste et raciste n'a pas de leçon à donner* »). Le succès de cette stratégie est aujourd'hui visible : au nom du doute (et de certains intérêts économiques), nous avons renoncé à agir vis-à-vis de la Chine.

L'utilisation du livre de Maxime Vivas par les autorités chinoises et leur relais occidentaux est emblématique de cette stratégie du doute permanent. Mais en dépit de la volonté manifeste de son auteur, le livre de Maxime Vivas est tout sauf convaincant. Juxtaposition de rumeurs invérifiables ou non sourcées, de faits connus de longue date, mais sans rapport avec l'objet du livre, et d'affirmations péremptoires relevant en réalité de la seule opinion de l'auteur, ce livre ne peut convaincre personne en l'état. À l'exception peut-être de ceux qui y trouveront la confirmation de leurs propres opinions (le fameux biais de confirmation).

Sur le fond comme sur la forme (en témoigne l'accumulation des termes « vérité », « mensonges », « menteurs », « bobards », « affabulateurs », « fables »...), ce livre n'a rien de l'investigation journalistique ou de la simple démonstration qu'il promet en quatrième de couverture. C'est une profession de foi, et Maxime Vivas croit ce qu'il raconte, n'en doutons pas. Mais en se contentant de

²²⁴ <https://www.nytimes.com/2018/08/13/world/asia/china-xinjiang-un.html>

²²⁵ <https://www.nytimes.com/2018/10/16/world/asia/china-muslim-camps-xinjiang-ughurs.html>

sélectionner et juxtaposer des faits épars et peu convaincants, bien souvent à partir de sources douteuses et parfois sans aucune source (mais allant tous dans le sens de sa « démonstration »), Maxime Vivas tente de faire passer l'accumulation pour un lien de causalité, voire une explication. Or, ce livre ne constitue même pas un « faisceau d'indices convergents ».

Mais s'il ne nous apprend pas grand-chose sur la Chine ou la réalité de la situation au Xinjiang, ce livre nous en dit cependant beaucoup sur l'obsession anti-américaine ou anti-atlantiste de son auteur, en plus de sa détestation de la presse « mainstream » et des journalistes. Maxime Vivas semble clairement détester les États-Unis au moins autant qu'il déteste la presse dans son ensemble et les journalistes (exception faite, semble-t-il, des journalistes chinois). Ses griefs ne sont pas dénués de fondements, loin de là, et les cas de manipulations ou de désinformations analysés sont réels. Mais l'auteur néglige un détail de taille : les preuves de manipulation qu'il relate ont bien souvent été apportées par cette même presse que Maxime Vivas voue aux gémonies. Les conclusions générales, caricaturales et péremptives qu'en tire l'auteur décrédibilisent le propos. Sur ce sujet comme sur les autres, la complexité des situations et des exemples analysés s'accommode mal des raccourcis simplistes et de considérations générales, fondées la plupart du temps sur des convictions que l'on devine profondément – et basiquement – anti-américaines.

L'ouvrage de Maxime Vivas peut se résumer ainsi à un virulent, mais poussif pamphlet anti-américain et anti-presse qui, contrairement à ce que suggère son titre, ne nous apprend rien de plus sur le Xinjiang que ce qu'on pourrait lire sur les médias (d'État) chinois. Vouloir faire passer cette compilation de cas d'école de journalisme connus, de rumeurs non sourcées et d'affirmations non démontrées pour un travail d'investigation est une insulte à l'intelligence du lecteur. Considérant que ce livre est utilisé par la Chine pour soutenir ses efforts de communication à destination de l'Occident, l'indigence de la démonstration incite plutôt à croire qu'il y a effectivement quelque chose que la Chine entend cacher au Xinjiang.